



RAPPORT ANNUEL 2009

**PROGRAMME PILOTE DE REHABILITATION ET DE
DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES
D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET
D'ASSAINISSEMENT EN RDC**

**PROJET AEPA SUD - KIVU
RDC0504312 - RDC0708811
NN3000520**

Table des matières

1	Fiche projet	4
1.1.1	Liste des abréviations et acronymes.....	5
2	Situation actuelle en bref	6
3	Bilan de la planification des activités	8
3.1	<i>Aperçu des activités planifiées pour 2009</i>	8
3.2	<i>Analyse de la planification des activités</i>	20
4	Bilan des finances	22
4.1	<i>Aperçu des dépenses par rapport au planning financier</i>	22
4.2	<i>Analyse du planning financier</i>	25
5	Suivi des indicateurs	29
5.1	<i>Objectif spécifique</i>	29
5.1	<i>Indicateurs de résultats</i>	30
5.2	<i>Graphique d'évolution des indicateurs</i>	34
6	Appréciation des critères de suivi	35
6.1	<i>Efficiences</i>	35
6.2	<i>Efficacité</i>	36
6.3	<i>Durabilité</i>	37
7	Mesures et recommandations	37
7.1	<i>Synthèse des critères d'appréciation</i>	37
7.2	<i>Recommandations</i>	37
8	Nouveau planning pour 2010	38
8.1	<i>Planning des activités de l'année 2010</i>	38
8.2	<i>Planning financier pour l'année 2010</i>	40
9	Conclusions	43
9.1	<i>Activités et Finances</i>	43
9.2	<i>Critères de suivi</i>	44
9.2.1	Efficiences	44
9.2.2	Efficacité	44
9.2.3	Durabilité.....	44
9.3	<i>Avis de la SMCL sur les recommandations</i>	44
9.3.1	Recommandations relatives au planning des activités	45

9.3.2	Recommandations relatives au planning financier	45
9.3.3	Recommandations relatives au Cadre logique	45
9.3.4	Autres recommandations.....	45
10	Annexes	46
	<i>10.1 Aperçu des marchés publics.....</i>	<i>46</i>
	<i>10.2 Cadre Logique.....</i>	<i>47</i>
	<i>10.3 Check-list Efficience.....</i>	<i>50</i>
	<i>10.4 Check-list Efficacité</i>	<i>52</i>
	<i>10.5 Check-list Durabilité.....</i>	<i>53</i>

1 FICHE PROJET

Pays partenaire	RDC		
Numéro d'intervention DGDC	NN 3000 520		
Navision Code BTC	RDC0504311		
Objectif Global	Améliorer les conditions de vie des populations rurales et des périphéries urbaines en leur assurant un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement.		
Objectif Spécifique	L'accès durable à l'eau potable est garanti et les comportements en matière d'hygiène sont améliorés dans des zones rurales du Sud Kivu, pendant que les mécanismes sont mis en place pour répliquer les expériences.		
Résultats Intermédiaires	<p>R.1. Les 10 systèmes d'eau pour le projet Sud-Kivu, , sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires</p> <p>R.2. Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau</p> <p>R.3. Les capacités des interfaces d'accompagnement et techniques sont renforcées</p> <p>R.4. Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées</p> <p>R.5. Les intervenants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont inventoriés dans les 3 zones d'intervention.</p> <p>R.6. Les textes et lois par rapport à l'eau sont connus et respectés par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.</p> <p>R.7. Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.</p>		
Code Sectoriel	140	Subsector	14020
Institution partenaire	Ministère du développement Rural /CNAEA (comité national d'action de l'eau et de l'assainissement)		
Contribution de la Belgique (Solde de la formulation comprise)	2.000.000 EUR		
Date de démarrage	1 février 2008		
Durée totale du projet	36 mois		
Document de référence	Dossier d'identification		

1.1.1 Liste des abréviations et acronymes

ADEPAE	Action pour le Développement et la paix Endogène
ADI	Action pour le Développement Intégral du Sud-Kivu
AFPDE	Association des Femmes pour la promotion et le développement Endogène
AG	Assemblée Générale
ASUREP	Association des Usagers de Réseau d'Eau Potable
ATI	Assistant Technique International
BEP	Bureau d'Exécution du Projet
BPEV	Bureau pour l'Encadrement des Vulnérables
CAT	Cellule d'Appui Technique
CMP	Cellule de Marchés Publics
CPAEA	Comité Provincial d'Action de l'Eau et Assainissement
CPR	Centre de Promotion Rurale
CRSN	Centre de Recherche en Sciences Naturelles
CSC	Cahier Spécial de Charges
DTF	Comité de Pilotage
GPS	Ground Position System
IA	Interface d'Accompagnement
INERA	Institut National d'Etudes et de Recherches Agronomiques
IRS	Institut de Recherche Scientifique
ITA	Interface Technique d'Accompagnement
PE	Polyéthylène
PST	Project Support Team
SIG	Système d'Information Géographique
SNHR	Service National d'Hydraulique Rural
TdR	Termes de Références
UCPEC	Unité de Coordination du Programme Est Congo

2 SITUATION ACTUELLE EN BREF

Malgré plusieurs interventions dans le secteur de l'eau et de l'assainissement à caractère d'urgence réalisées par les organisations humanitaires, l'accès des populations en eau potable et assainissement au Sud-Kivu reste loin d'être amélioré.

Les activités du Bureau d'Exécution du Projet du Sud-Kivu ont démarré en avril 2007 avec un AT international qui appuyait les 2 Bureaux d'Exécution de Projet de Kindu et du Sud- Kivu.

La durée totale du projet est de 5 ans répartie en deux phases : la première phase avait commencé en 2007 et s'est terminée en décembre 2008 et la deuxième phase a démarré en janvier 2009 pour s'achèvera en novembre 2011.

Le démarrage des activités a connu un retard sur le plan organisationnel du fait que le délai imparti pour le recrutement du personnel local, par la même Coordinatrice pour les deux projets.

Le projet prévoit de construire 10 systèmes d'adduction d'eau par gravitation en première phase et 11 autres en phase II, dans 5 territoires de la province. Mais actuellement, le BEP intervient dans 4 territoires dont le territoire de Kabare, le territoire de Walungu, le territoire d'Idjwi et celui d'Uvira.

Mais pendant ces 2 ans de la première phase 1, le BEP de Bukavu a connu des retards sur le plan technique, bien que toutes les études aient été réalisées. Aujourd'hui, ces retards ont des conséquences sur la Phase II.

En effet, jusqu'en décembre 2008, sur le plan technique aucun réseau n'avait jamais commencé. Les réalisations du BEP ont consisté en la réalisation des études topographiques et les études hydrauliques, en la protection des aires de captage de quelques sources de Nduba et celles d'Idjwi, la préparation du CSC pour les ouvrages hydrauliques de Nduba, Cishadu-Buhozi, Mwendo-Cirhogole, Mwendo Kashungurhi et Lujambo, mais malheureusement annulé ainsi que la préparation du CSC pour les ouvrages sanitaires envoyés au PST, les plans de récolement des réseaux à construire, les analyse physico-chimiques et bactériologiques de l'eau des 9 réseaux, par le laboratoire BIOSADEC, la préparation des embouts pour les bornes fontaines et ouvrages hydrauliques.

Sur le plan de soft, il s'est agit de l'accompagnement de 9 communautés afin de se structurer en Assemblées générales et en Conseils d'Administration ainsi que de la formation des membres des conseils d'administration sur quelques modules, le lancement des termes de références pour le « Baseline Study » pour les réseaux d'Idjwi, la conception et la production d'une boîte à images sur l'éducation à l'hygiène et assainissement.

C'est donc dans ce contexte que pour cette année 2009, le BEP s'est- il proposé de poursuivre la réalisation des activités de la Phase 1 et d'amorcer les activités pour les réseaux de la Phase II dont Runingo, Biriba et Burhale, tout en structurant les bénéficiaires autour des ASUREP.

Pour l'instant, concernant de la Phase I, les études sont terminées, les travaux de pose des tuyaux sont avancés à 98 % pour le réseau de Cishadu- Buhozi ainsi que celui de Nduba et les marchés RDC 743 et RDC 668 pour la construction de construction des ouvrages de ces deux réseaux ont été attribués en novembre, à l'Entreprise GENECO par la cellule du Marché Public. Quant aux réseaux de Lujambo, la pose des tuyaux représente 75%, le réseau de Kizibaziba, 90 % et celui de Nkola, 95 %. A Katonda et Nyakaliba, les captages ont été protégés.

Il est à noter que pour des raisons des problèmes d'ordre social et celui lié au débit de la source de Shanjale à Mwendo, il a été décidé que celle-ci soit remplacée par la source de Kamira 2 dont le débit est de 28l/s. Avec cette nouvelle ressource, les réseaux de Mwendo (Mwendo-Kashungurhi et Mwendo-Cirhogole) ont été fusionnés en réseau de Mudaka pour desservir plus de villages, inclus le site de Kalambo (où est érigé l'Université Catholique de Bukavu).

Par ailleurs, il convient de signaler que tous les réseaux ont été approvisionnés en une bonne partie des tuyaux.

Sur le plan de soft, chacun des réseaux est doté d'une assemblée générale et d'un conseil d'administration. Aussi, les membres des conseils d'administration ont suivi plusieurs formations.

Quant à la Phase II, le déficit budgétaire que connaît le BEP, n'augure pas un avenir radieux pour les activités amorcées à Runingo, à Biriba et Burhale, en dépit d'une bonne quantité des conduites dont dispose le BEP. A propos des tuyaux, notre grande préoccupation est celle liée à leur lieu d'entreposage.

Sur le plan soft, en juin de cette année, le BEP avait lancé des termes de références pour présélectionner les ONG locales partenaires pour l'intermédiation sociale. Au bout du processus, en fin août, 4 ONG ont été sélectionnées à savoir la Synergie des AMIS du Kivu, ADI-Kivu, le BEPV. Ce qui a permis d'appuyer plusieurs Conseils d'administration à préparer leurs projets des statuts et des règlements intérieurs.

Malgré cette contrainte budgétaire, l'espoir est permis d'envisager qu'avant la fin de l'année 2010, 5 réseaux de la Phase 1 seront opérationnels.

3 BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITES

3.1 Aperçu des activités planifiées pour 2009

PLANNIFICATION OPERATIONNELLE 2009 AEPA SUD-KIVU RDC 0504312 / RDC 0708811												
	janv-09	févr-09	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	juil-09	août-09	sept-09	oct-09	nov-09	déc-09
<i>R1. Les systèmes d'eau sont construits selon les règles de l'art et avec la technologie appropriées</i>												
<i>1.1 Lancer les consultations restreintes pour le levé topo</i>												
Lancement de consultation restreinte pour le levé topo + Analyse qualité de l'eau	■	■	■									
<i>1.2 Faire réaliser les études et adductions d'eau</i>												
Etude topographique des réseaux Cibanda/Idjwi, Runingo, Biriba et Burhale			■	■	■		■	■				
Etudes hydrauliques + CSC réseaux				■	■	■						
<i>1.3 Valider les études</i>												
<i>1.4 Préselectionner les ONGs locales à intervenir dans l'intermédiation sociale et/ou dans la réalisation des travaux</i>												
<i>1.5 Lancer les consultations restreintes pour la réalisation technique</i>												
Lancement des consultations restreintes pour la réalisation des réseaux de la phase I et II			■			■						
<i>1.6 Faire réaliser les travaux techniques par les acteurs locaux</i>												
Travaux de captages de sources Kizibaziba, Cibanda/Idjwi, Nduba, Runingo, Biriba et Burhale			■	■	■	■		■	■	■		
Travaux des ouvrages hydrauliques à Cishadu, Nduba, Mwendu, Lujambo et Idjwi	■	■	■	■	■	■						
Appel d'offres accessoires conduites et outillage plomberie pour tous les réseaux de la phase I				■								
<i>1.7 Assurer un accompagnement technique aux ONG relatifs aux aspects insuffisamment maîtrisés par les ONG locales</i>	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
<i>1.8 Contrôler l'exécution des travaux avec l'appui des consultants locaux choisis par le BEP</i>	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
<i>1.9 Impliquer les usagers structurés au suivi et à la réception des travaux</i>	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
<i>1.10 Réaliser le plan de recollement des réseaux construits</i>												■

Informations sur les activités réalisées

Résultat 1 : Les systèmes d'eau (9 pour la phase 1) sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires.

ACTIVITE PREVUE : Lancement de consultation restreinte pour le levé topo + Analyse qualité de l'eau

ACTIVITE REALISEE :

Conformément à notre planning, des consultations restreintes ont été lancées aux ONG et SNHR pour la réalisation d'études techniques des adductions d'eau. En Juin 2009, les consultations restreintes de levé topographique pour les réseaux Burhale, Biriba et Runingo ont été lancées.

L'étude topographique de Biriba a été réalisée en juillet 2009, par SNHR pendant que celle des réseaux de Burhale et de Runingo, a été terminée août 2009, par MUNGUAJUWE. Le SNHR n'a pas fourni des résultats satisfaisants à Biriba car le levé topographique non seulement a été fourni en retard avec de manquement, mais aussi et surtout n'a pas suivi notre parcours sommaire. En fin de compte la topographie que SNHR nous a présentée, s'est avérée irréaliste. Le BEP s'y est mis pour la correction des quelques points sur une distance de 800 m. Seul MUNGUAJUWE, ancien du SNHR et indépendant aujourd'hui s'est révélé capable pour les levés topo de Burhale et de Runingo. Il est à dire que malgré le relief de Runingo très accidenté, MUNGUAJUWE a respecté nos termes de références dans le délai imparti. Les résultats de leurs études ont été validés.

Quoique les levés topographiques et les calculs hydrauliques du réseau Cibanda (Idjwi Nord) aient été réalisés, le BEP a été surpris de constater qu'un autre bailleur était en train d'exécuter le captage de la source Cibanda. Une mission avec le conseiller technique du ministre provincial de développement rural a été effectuée au mois de Mai 2009 en vue de décanter cette situation. Malheureusement, comme les espagnols catholiques avaient déjà amorcé les travaux à notre insu, il a été décidé de les laisser poursuivre la construction du captage de la source Cibanda.

Face au débit insuffisant de la source Nyakaliba, les bénéficiaires ont proposé au BEP un nouvel itinéraire pour desservir principalement le village de Muziri très peuplé. La distance à couvrir étant de 2 km, quelques points topo, ont été pris au GPS pour les calculs hydrauliques de ce tronçon. Suite aux débits insuffisants à Idjwi, l'itinéraire topographique a été modifié. Suite encore à d'autres besoins de bénéficiaires, en Octobre 2009, le BEP a poursuivi de relevés des « way points » pris au GPS pour les réseaux Nyakaliba, Burhale, Biriba et Runingo.

Afin d'étendre le réseau à d'autres villages, les consultations restreintes pour le levé topographique de Mudaka/Mwendo ont été lancés en Décembre 2009 et le marché a été attribué à l'entreprise BAK Construction. En effet, vu le débit de 28 l/s de la source Kamira 2 située à côté du domaine de l'INERA pour desservir la population de 33.000 personnes regroupées dans les villages Mwendo, Kashungurhi, Cirhogole, Cifuma, Cinjoma, Chengulube et Kalambo; cette proposition a rencontré le souhait de l'autorité provinciale par l'entremise de son conseiller technique en développement.

La réalisation des calculs hydrauliques pour les réseaux Runingo, Biriba et Burhale est en cours. Le débit per capita est de 20 litres et tous les réseaux sont dimensionnés pour un horizon de 20 ans. Le relief du réseau de Runingo étant fortement accidenté, avec beaucoup d'endroits rocheux, le BEP se propose l'utilisation des tuyaux PVC et AG. Il en sera de même à Burhale, si une fois les moyens financiers sont mis pour la poursuite de l'exécution de ce système.

Au total trois (3) analyses physico-chimiques et bactériologiques de l'eau des réseaux à construire ont été réalisées. Les analyses complètes des échantillons prélevés aux sources Nakagi/Runingo et Nyabuzahura /Biriba ont été réalisées par le seul laboratoire équipé, à savoir BIOSADEC. Ce laboratoire était aussi proposé au BEP par monsieur David Cammaerts, responsable du contrôle et de la qualité eau à la CAT. Les résultats des analyses ont été acceptables et ont été remis aux bénéficiaires. Pour rappel, BIOSADEC utilise l'équipement Hach modèle Mel850. Néanmoins, pour diminuer les risques de contamination des échantillons, le BEP a acquis un kit pour les tests bactériologiques.

En ce qui concerne l'achat du matériel pour le traitement de l'eau, le BEP n'a pas acheté le doseur Dostron car son usage a été déconseillé par le responsable du contrôle de la qualité de l'eau du programme AEPA à la CAT.

ACTIVITE PREVUE : Faire réaliser les études et adductions d'eau

ACTIVITES REALISEES :

Comme le rapport 2008 de mi-parcours le souligne (page 49-266), les calculs hydrauliques sont réalisés par le BEP, seules les études topographiques par les ONG locales. Le BEP continue d'utiliser les outils informatiques recommandés par l'évaluation mi-parcours, à savoir l'EPANET, l'AUTOCAD en plus de feuilles Excel pour les réseaux ramifiés dont il est plus question pour notre projet.

Hormis les calculs du réseau Mwendo/Mudaka en cours, au stade actuel toutes les études topographiques exécutées par BAK Construction sont déjà prêtes.

Les travaux du captage de Kizibaziba, suspendus l'année dernière pour une situation conflictuelle entre communautés ont été exécutés finalement par l'entreprise partenaire ONG AFPDE. Le débit étant insuffisant (0,4l/s) pour la population de Kizibaziba (2190 pers), un deuxième captage Kizibaziba 2 a été construit, malheureusement à faible débit lui aussi (0,33l/s).

Pour la protection des aires de captage, à Nkola l'ONG CPR Idjwi a érigé une clôture en fils barbelés et a planté des arbustes, et à Kizibaziba 1 et 2 l'ONG AFPDE qui a aménagé les deux captages avec fossés de protection, les a aussi clôturées. Au total un périmètre de 5.000 m a été clôturé avec de fils barbelés attachés sur les poteaux de sticks en eucalyptus à Nkola, Kizibaziba 1 et 2. De même, les sources de Nyakaliba 1 et 2 ont été captées et la protection des aires de captage est en cours. Aussi, une clôture en fils barbelés a été aménagée à Cishadu par le SNHR.

La construction du bac de départ au captage de la source Mahyu du réseau Cishadu-Buhozi a été exécutée par le SNHR, en Avril 2009.

Le transport des accessoires et tuyaux sur les sites de Cishadu-Buhozi, Nduba, Lujambo, Mwendo-Kashungurhi, Mwendo-Cirhogole, Nkola, Katonda, Nyakaliba et Kizibaziba, a été réalisé. Hormis les réseaux de Lujambo et de Mwendo, à cause du manque d'assez d'espace d'entreposage, la quasi-totalité des conduites ont été expédiées aux bénéficiaires qui se sont vite organisés pour l'entreposage dans leurs villages. Les membres des ASUREP (Association des Usagers du Réseau d'Eau Potable) ont été sensibilisés pour trouver les lieux d'entreposage dans leurs villages respectifs. Ces lieux d'entreposage ont été au préalable approuvés par l'équipe technique du BEP. La répartition des tuyaux réceptionnés par différents réseaux se présente de cette manière : en territoire de Kabare, 9600 m pour le réseau de Cishadu-Buhozi, en guise de complément ; 7610 m pour le réseau de Lujambo ; 8492 m pour le réseau de Mwendo; 4907 m pour Nduba dans le territoire de Walungu et 19044 m pour les réseaux d'Idjwi ; soit un total de 56.253 m.

La fixation des compteurs sur les embouts pour les BF et ouvrages hydrauliques a été réalisée à Cishadu et à Nduba par des plombiers de réseaux sous l'assistance de l'équipe technique du BEP. Il

en est de même pour les accessoires sur les embranchements (ramifications) de réseaux. Pour ce faire, un kit de clés de plomberie a été mis à la disposition des plombiers de réseaux. Des fourreaux de tuyaux en AG ont été posés perpendiculairement à diverses traversées de routes et rivières pour les réseaux de Cishadu et de Nduba.

ACTIVITE PREVUE : Présélectionner les ONGs locales à intervenir dans l'intermédiation sociale et/ou dans la réalisation des travaux.

ACTIVITES REALISEES :

Le lancement de la consultation restreinte et l'exécution des travaux de construction de captage à Runingo et à Kizibaziba, ont été effectifs. Mais suite au déficit budgétaire, les termes de références lancés au mois de juin 2009 pour les travaux de captage de Runingo et Biriba, seront seulement attribués au mois début de Janvier 2010.

Le BEP a lancé la consultation restreinte pour la construction de captage des eaux de pluies dans certaines institutions (écoles et formations sanitaires) qui ne seront pas directement desservies par les réseaux d'eau pour des raisons techniques. Il a fait exécuté la construction de 11 systèmes de captages des eaux des pluies dont 7 à l'E.P et Institut Cimpwiji, 1 au Centre de santé de Mudusa, 1 au bureau du groupement de Mudusa, 1 au centre de santé de Cirimurhwa et 1 à l'E.P Cibumbiro. La première consultation restreinte lancée en Mars 2009 n'a pas été attribuée, suite à la mauvaise présentation des soumissions par les entreprises. Une deuxième consultation restreinte a été lancée en Mai 2009 et attribuée à la Division de l'Énergie. Les gouttières sont fixées à la planche de rive et permettent la collecte des eaux vers une citerne en plastique de 3.000 litres posée à côté du bâtiment sur un prolongement de la dalle de sol. La citerne est posée sur un socle construit en moellons. Sur le système de collecte, le BEP a conçu un Té de rétention des saletés des eaux des premières pluies.

Suite à la non-attribution des CSC RDC 600 (pour Cishadu, Nduba, Lujambo et Mwendo) et RDC 636 (pour 4 systèmes d'Idjwi), le BEP a procédé à la préparation et à la relance des CSC pour les ouvrages hydrauliques. Pour les réseaux Nduba, Cishadu-Buhozi, Mwendo-Cirhogole, Mwendo-Kashungurhi, Idjwi et Lujambo, les bordereaux et les plans ont été élaborés. Seuls les dossiers de Cishadu et Nduba ont été expédiés à la CMP et publiés en Août 2009. Les deux marchés (CSC RDC 668 et RDC 743) ont été attribués au mois de novembre 2009 à l'entreprise GENECO. Aussi, il a été décidé de surseoir le dossier de Mwendo-Kashungurhi suite aux problèmes foncier sur le réseau et financier lié au déficit budgétaire.

Lors de la visite du PFMT en septembre 2009, en vue de palier à tout retard et pour des raisons géographiques et logistiques, il a été décidé de regrouper Lujambo et Idjwi. Pour ce faire, un CSC pour les ouvrages hydrauliques et sanitaires est en voie d'être lancé et prévoit la construction de 1 réservoir de 200 m³, 1 réservoir de 60 m³, 3 réservoirs de 30 m³, 3 brise-charges, 1 bac de départ, 5 locaux d'exploitation, 4 latrines VIP double fosse à 6 portes et de 94 bornes fontaines suivant le plan adopté de Kin-Est.

Les avenants aux CSC RDC 668 et 743 pour la construction des locaux d'exploitation de l'ASUREP avec collecte des eaux de pluies et une latrine, pour la construction des butées d'ancrages et des chambres de vannes de sectionnement, d'arrêt ainsi que de vidange, ont été préparés. Les drafts des avenants aux CSC RDC 668 et 743 contenant les bordereaux de prix et les plans ont été élaborés et envoyés à la CAT. La CAT a décidé la non-signature de l'avenant avec l'entreprise GENECO qui accuse déjà un retard sur le terrain. Sur ce, une consultation restreinte est en cours pour le lancement à d'autres entreprises locales.

En vue de recruter les délégués à pieds d'œuvre, différents tests ont été organisés avec l'assistance du représentant provincial du CNAEA et du responsable provincial de Watsan Unicef. A l'issue de ces tests, deux candidats ont été retenus pour le suivi des travaux de constructions dont l'un a été affecté pour les sites de Nduba et Cishadu-Buhozi et l'autre pour les sites d'Idjwi. Malheureusement, le candidat prévu pour être basé à Idjwi a désisté et ce poste reste vacant.

Pour la réalisation des plans de récolement des réseaux à construire en cours, un questionnaire Watsan est en train d'être complété pour permettre à l'équipe chargée du SIG de l'UCPEC de la Commission européenne basée à l'hôtel Karibu de Goma d'élaborer des cartes numérisées sur les réseaux du BEP.

En Avril 2009, le BEP a réceptionné un complément des tuyaux et accessoires pour les réseaux de Cishadu-Buhozi, Lujambo, Nduba, Mwendo, Katonda, Nkola, Kizibaziba et Nyakaliba.

En raison du coût élevé de transport entre Bukavu et Kindu, le BEP de Kindu n'avait pas accepté la livraison du CSC RDC 544 lancé ensemble, ce qui fait que toutes les demandes de tous les réseaux de Kindu et Sud Kivu ont été réceptionnées et payées par le BEP Bukavu. Cette quantité a permis à ce dernier de lancer l'étude topographique de Runingo et Biriba pour avoir les données nécessaires à l'élaboration du futur CSC de quelques accessoires qui manqueraient.

Le fournisseur, l'entreprise Mountain Agro n'a pas été aussi expéditif pour le deuxième lot des accessoires de tuyaux, cela a pris beaucoup du temps et malheureusement avec des quantités non fournies.

Un lot d'outils aratoires a été mis à la disposition de bénéficiaires pour les travaux de creusage des tranchées de réseaux Nduba, Cishadu-Buhozi, Lujambo et Kizibaziba sous la supervision du BEP.

Ce dernier a acquis 6 groupes électrogènes à essence de 2 KVA/220V pour les machines à souder les tuyaux PE. Ce sont des petites machines portables, à faible consommation et par conséquent, aptes pour le milieu rural. Ces machines ont été mises à la disposition des ASUREP pour faciliter aux plombiers de réseaux le travail de soudage de tuyaux PE.

Pour rappel, à la fin 2008, la coordinatrice du projet (ATI) arrivant à la fin de son mandat est rentrée en Belgique. Au même moment, l'Animateur-Formateur a préféré quitter la CTB pour une autre maison. Après ces départs, le coordinateur adjoint du Projet a assumé l'intérim 3 fonctions durant la période du mois de Décembre 2008 au mois de Mars 2009 : celle de la coordinatrice du projet, celle de l'Animateur-Formateur et sa propre fonction. Cela n'a pas permis au BEP de mener toutes les activités prévues.

Suite à ces départs des tests ont été organisés et par la CAT et par le BEP pour combler les postes vacants. Ainsi, le poste de la coordinatrice a été comblé en Avril 2009 et celui de l'animateur-formateur, en mai 2009. Aussi, un magasinier, un contrôleur des travaux et deux délégués à pieds d'œuvre ont été recrutés pour renforcer l'équipe du BEP, respectivement au mois d'avril, de mai et en novembre 2009.

Le processus de recrutement de l'Animateur-Formateur est abouti au mois d'avril 2009, celui du contrôleur, du magasinier et des délégués à pieds d'œuvre, respectivement au mois de mai 2009, juin 2009 et de novembre 2009. En réalité les activités présentées dans ce rapport ont été menées efficacement entre la période du mois de Mai 2009 –Décembre 2009

Présentement, la composition de l'équipe du BEP est constituée d'un Chef de Projet National remplaçant de la Coordinatrice, d'un Animateur-Formateur, d'un Contrôleur des travaux, d'une Comptable, d'une secrétaire, de deux délégués à pieds d'œuvre, d'un magasinier, de deux chauffeurs et d'un nettoyeur.

Au mois de Mai, suite à la délocalisation du bureau du BEP, la connexion internet Global Net a connu des perturbations. Elle a été remplacée par AXENET depuis le mois d'Octobre 2009.

Après beaucoup de démarches, les contrats pour le bureau du BEP actuel et un entrepôt pour le stockage des conduites et accessoires ont été signés.

<p>Résultat 2 : Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau.</p>
--

ACTIVITES PREVUES : Accompagner les communautés dans la mise en place des structures de gestion représentatives et transparentes (AG/CA/Unité de gestion) et à l'élaboration des textes régissant leur fonctionnement

ACTIVITES REALISEES

Une communauté à savoir Burhale dans le territoire de Walungu a été accompagnée dans la mise en place de son AG, deux (2) communautés, Biriba et Runingo dans le territoire d'Uvira ont été accompagnées dans la mise en place de leur AG et CA, celles de Nduba (territoire de Walungu), de Lujambo, Cishadu-Buhozi et Mwendo(territoire de Kabare) ainsi que les communautés de Nyakaliba, Nkola, Katonda et Kizibaziba(territoire d'Idjwi) l'ont été dans la mise en place de leur CA.

Chacune des AG compte plusieurs membres délégués élus (2 femmes et 2 hommes) des différents villages que comprend la communauté. Un CA est composé d'environ 9 membres élus parmi les membres de l'AG. Le CA est composé d'un président, d'un vice président, d'un secrétaire et un secrétaire rapporteur adjoint et des conseillers.

Outre, un dénombrement des bénéficiaires par ménage et par village, localité, rue etc... a été réalisé. La population dénombrée est de 16. 402 personnes dans ce réseau.

Des activités de sensibilisation à Burhale dans le territoire de Walungu où 44 délégués des villages constituant l'AG ont été désignés en vue d'élire le Conseil d'administration, mais elles sont suspendues en raison de problème budgétaire.

S'agissant de la mise en place des organes de gestion, à partir du mois d'avril 2009 et par la suite avec ADEPAE, partenaire d'accompagnement du BEP, d'abord les contacts ont été réalisés avec les différentes autorités locales (le Chef de groupement de Runingo, le Chef de localité de Biriba, l'administrateur du territoire d'Uvira et le Chef de la Chefferie Bafulero) en vue de leur expliquer le projet. Ensuite, 3 réunions dans chacun des 11 villages constituant le réseau ont eu lieu avec les membres de la communauté. Elles ont ainsi abouti à la mise en place d'une AG et d'un CA de Runingo- Biriba.

Une enquête sur les données épidémiologiques des maladies liées à l'eau et assainissement menée auprès du Centre de santé de Runingo a permis d'identifier les maladies liées à l'hygiène suivantes : Amibes, le choléra, les diarrhées, le schistosome, la fièvre typhoïde, l'ankylostome, l'ascaris et les oxyures. Aussi a-t-elle permis d'indiquer que la distance moyenne entre l'habitation et le lieu de puisage de l'eau est d'environ 2000 mètres pour la recherche de l'eau de boisson.

De même, l'équipe d'animation a appuyé le CA dans la négociation avec les membres des familles et les chefs locaux pour la mise à disposition des terrains et formalisation de mise à disposition pour la construction des sources d'eau par les témoins, les autorités locales ou Notaires. Ainsi les actes de cession de 2 sources de Runingo- Biriba ont été obtenus et ils seront notariés les jours à venir.

Avec BPEV, partenaire d'accompagnement du BEP à Burhale et à Nduba, des contacts ont été réalisés avec les autorités locales (le Chef de groupement de Burhale, les Chefs de localité de 24 villages, l'administrateur du territoire de Walungu et le Chef de la Chefferie de Ngweshe) pour leur présenter le projet et ce, en vue d'avoir leur avis et appui et par la suite des réunions ont été organisées avec les parties prenantes. Dans chacun des 24 villages, 3 réunions ont été tenues avec les membres de la communauté et celles-ci ont permis la mise en place d'une assemblée générale à Burhale.

A Nduba, l'équipe d'animation a réalisé le dénombrement des bénéficiaires par ménage et par village, localité, et celui-ci a donné un effectif total de 3.368 personnes.

Pour les textes légaux, les statuts et les règlements d'ordre intérieur de l'ASUREP Nduba ont été déposés à la Division Provinciale de la Justice qui est chargée de la transmission au Cabinet du Gouverneur de province en vue de l'obtention provisoire du fonctionnement.

Par rapport à la mise en place de l'unité de gestion, les avis de recrutement pour le gérant et le comptable ont été lancés. Le dépouillement des dossiers des candidatures pour le gérant est en cours.

L'équipe d'animation a appuyé le Conseil d'administration de Nduba dans la négociation avec les membres des familles et les chefs locaux pour la mise à disposition des terrains et formalisation de mise à disposition pour la construction des ouvrages (source d'eau, réservoir, bornes fontaines et local d'exploitation) par les témoins, les autorités locales ou Notaires. Pour l'autorisation provisoire du fonctionnement de l'ASUREP Nduba, les statuts et les règlements d'ordre intérieur ont été déposés à la Division Provinciale de la Justice qui est chargée de la transmission au Cabinet du Gouverneur de province.

Par rapport à la mise en place de l'unité de gestion, les avis de recrutement pour le gérant et le comptable ont été lancés.

Avec Synergie des AMI du KIVU, un partenaire d'accompagnement du BEP, l'équipe d'animation a appuyé les Conseils d'administration de Cishadu-Buhozi, Lujambo et Mwendo dans la négociation avec les membres des familles et les chefs locaux pour la mise à disposition des terrains et formalisation de mise à disposition pour la construction des ouvrages (source d'eau, brise-charge, réservoir, bornes fontaines et local d'exploitation) par les témoins, les autorités locales ou Notaires. Pour l'autorisation provisoire du fonctionnement de l'ASUREP Cishadu-Buhozi, les statuts et les règlements d'ordre intérieur ont été déposés à la Division Provinciale de la Justice qui est chargée de la transmission au Cabinet du Gouverneur de province. Pour les ASUREP Mwendo et Lujambo, les statuts et règlements d'ordre intérieur sont adoptés et seront déposés à la Division de Justice au mois de Janvier 2010. Aussi, en ce qui concerne la mise en place de l'unité de gestion, les avis de recrutement pour le gérant et le comptable ont été lancés.

Le dénombrement des bénéficiaires à Cishadu-Buhozi a identifié 28 694 personnes et 9.194 personnes à Lujambo. A Mwendo (Mudaka) le dénombrement est en cours et le nombre de personnes sera connu en février 2010.

Pour les textes légaux, les statuts et le règlement d'ordre intérieur de l'ASUREP Cishadu-Buhozi ont été déposés à la Division Provinciale de la Justice qui est chargée de la transmission au Cabinet du Gouverneur de province en vue de l'obtention provisoire de fonctionnement. Quant aux ASUREP Mwendo et Lujambo, les statuts et règlements d'ordre intérieur sont adoptés et seront déposés à la Division de Justice au mois de février 2010.

A Idjwi-Nord, avec ADI-KIVU, un autre partenaire d'accompagnement du BEP, l'équipe d'animation a appuyé les Conseils d'administration de Nyakaliba, Nkola et Kizibaziba dans la négociation avec les membres des familles et les chefs locaux pour la mise à disposition des terrains et la formalisation de mise à disposition pour la construction des ouvrages (source d'eau, brise-charge, réservoir, bornes fontaines et local d'exploitation) par les témoins, les autorités locales ou Notaires.

A Katonda, l'ASUREP a amorcé les démarches auprès du propriétaire de la plantation dans laquelle est aménagée une source et seront construits un réservoir de 60 m³ et quelques bornes fontaines.

Concernant les autres réseaux, 4 actes de cession pour les sources d'eau dont 2 pour Nyakaliba, un pour Nkola et un autre pour Kizibaziba, 23 actes pour bornes fontaines dont 11 pour Nkola et 12 pour Kizibaziba et 2 actes pour le réservoir dont 1 pour Nkola et l'autre pour Kizibaziba ont été obtenus.

S'agissant des textes légaux, les statuts et règlements d'ordre intérieur des ASUREP Nkola et Kizibaziba sont adoptés et seront déposés à la Division de Justice en 2010.

Le dénombrement des bénéficiaires effectué en décembre a donné un effectif total de 2.918 personnes à Kizibaziba.

Toutes ces communautés ont été aussi accompagnées dans l'élaboration de leurs projets des statuts et règlements d'ordre intérieur.

Les avis de recrutement pour les gérants et les comptables des unités de gestion de l'ASUREP de Nduba et de Cishadu-Buhozi ont été lancés en novembre et le dépouillement des dossiers des candidatures pour les gérants a débuté en décembre. Les tests d'embauche sont prévus d'être organisés dans les premiers mois de 2010.

Former ces structures en gestion financière

Trois (3) sessions de formations sur la gestion financière ont été organisées successivement à Idjwi, à Nyantende et à Murhesa en faveur des membres des conseils d'administration de 7 ASUREP.

La session d'Idjwi avait regroupé 16 membres dont 7 en provenance de l'ASUREP Nkola et 9 autres de l'ASUREP Kizibaziba. Celle de Nyantende avait regroupé 25 membres dont 5 membres de l'ASUREP Nduba, 9 membres de l'ASUREP Cishadu-Buhozi et 11 autres de Lujambo. Et la dernière session avait regroupé 15 membres des conseils d'administration dont 7 pour Mwendo Kashungurhi et 8 autres de Mwendo Cirhogole.

Former les structures de gestion à la prise en charge de l'ensemble des coûts du service de l'eau, à l'élaboration des comptes d'exploitation et à la détermination du prix de l'eau (coûts réels, aspects sociaux, bilans..).

Tous les CA qui ont suivi la formation sur la gestion financière ont également reçu la formation à la prise en charge de l'ensemble des coûts du service de l'eau et à la détermination du prix du service de l'eau (coûts réels).

Former ces structures de gestion dans l'entretien et les petites réparations des réseaux et adductions d'eau.

Le BEP a formé 18 plombiers du réseau sur l'entretien et les petites réparations des réseaux et des adductions d'eau. Outre, les formations reçues en 2007, deux formations sur la soudure des tuyaux PE ont été tenues respectivement en Juin 2009 pour quatre équipes des réseaux d'Idjwi-Nord et quatre équipes de Cishadu-Buhozi, Lujambo, Nduba et Mwendo, les plombiers des réseaux.

Résultat 3 : Les capacités des Interfaces d'Accompagnement et Techniques ITA sont renforcées.

ACTIVITE PREVUE : Présélectionner les ONG locales et autres structures d'ITA qui pourront être associées au Programme, sur base de leur expertise, leur ancrage local et leurs capacités organisationnelles

ACTIVITES REALISEES

En août, les huit (8) animateurs de la Synergie des AMIS de Kivu, ADI KIVU, BPEV et ADEPAE présélectionnés ont suivi une formation sur à la mise en place des structures de gestion représentatives et transparentes et la prise en charge des coûts du service de l'eau par les usagers et la détermination du prix de l'eau.

ACTIVITE PREVUE : Former les I(T)A dans la zone d'intervention.**ACTIVITES REALISEES**

Dans le cadre de renforcement des capacités des interfaces techniques, une formation sur la qualité de l'eau a été organisée par le BEP et assurée par la CAT à travers le Responsable de l'Analyse et Contrôle de la Qualité de l'Eau. Cette formation tenue Bukavu, en juillet 2009 a connu la participation des 5 institutions étatiques, à savoir SNHR, Division de l'Energie, Inspection provinciale de la Santé, Division provinciale du Plan, Inspection provinciale du Développement Rural ; 5 organisations, à savoir Unicef, ASUREP Nduba, ASUREP Lujambo, ASUREP Cishadu-Buhozi, ASUREP Mwendo.

Une mission préliminaire sur l'évaluation des impacts environnementaux des activités de captage des sources sur l'île d'Idjwi, notamment sur la biodiversité à la source Cibanda en vue de collecter les données pour la formation sur l'environnement a été réalisée en mars 2009 en collaboration avec le Responsable de l'Analyse et Contrôle de la Qualité de l'Eau à la CAT et un chercheur de l'IRS de Lwiro / Katana et le BEP. Malheureusement, comme déjà signalé ci-haut, il a été décidé de laisser les espagnols catholiques poursuivre la construction du captage de la source Cibanda.

Avec la CAT, la séance d'information avec les entreprises soumissionnaires. Suite aux diverses faiblesses relevées dans l'élaboration des soumissions et surtout aux multiples constats des cas d'erreurs matérielles (calculs) observées dans les bordereaux (parfois dépassant les 100 %), la CAT a inscrit à son agenda un renforcement de capacité technique des entreprises locales pendant sa mission au Sud Kivu.

Au mois d'Août, le BEP a facilité les membres des ASUREP à la formation à Kinshasa sur « Gestion des ONGD » organisée par Axyom. Il s'est agit notamment des présidents de comité des ASUREP de Cishadu-Buhozi, Monsieur Kaduli Ruhime et celui de Nduba, Monsieur Venant BUDEDU.

Pendant quelques mois, le BEP a confié à CPAEA un local qu'il a utilisé comme bureau avant de s'installer au ministère provincial du Plan.

Résultat 4 : Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées

ACTIVITE PREVUE : Former le personnel des écoles et centres de santé pour la diffusion des bonnes pratiques de l'hygiène**ACTIVITES REALISEES**

Les modules de sensibilisation proposés par l'IPS étant très théoriques et peu didactiques, selon le rapport mi-parcours (page 61 – 344), le BEP s'est proposé de collaborer avec les ONGs locales recrutées pour cette cause.

Considérant que les élèves sont des vecteurs des messages des bonnes pratiques de l'hygiène, cette année avec les animateurs d'ADI-Kivu, avant de former le personnel des écoles, le BEP a d'abord procédé à l'enquête CAP dans les écoles d'Idjwi (l'École primaire Karawa /Bulege et l'École secondaire Bulege dans le réseau de distribution d'eau potable de Kizibaziba et dans l'École Primaire Nkola) et a mis en place les clubs d'hygiène et d'assainissement dans les écoles des réseaux de distribution d'eau potable de Nkola, Katonda, Nyakaliba et Kizibaziba. Chaque club est composé des élèves et enseignants et comprend huit (8) membres à savoir un président, un vice président, un secrétaire et membres conseillers. La formation des clubs d'hygiène et assainissement est programmée pour l'année 2010.

Dans les réseaux de Cishadu-Buhozi, de Lujambo et de Mwendo, avec le partenariat de l'ONG AMIS-Kivu, le BEP a animé quelques femmes dans 2 centres de santé et les enfants dans 9 écoles sur la

bonne utilisation des latrines et sur le lavage des mains. Il en a été ainsi dans 3 écoles de Runingo-Biriba avec le partenariat de l'ONG ADEPAE.

Mais, il faut noter que la majorité des écoles ne bénéficieront pas de latrines et de l'eau, faute du budget suffisant.

Au mois d'Août 2009, avec AMIS du Kivu, la mise en place des clubs d'hygiène est en cours pour l'école primaire Kabanda et Mukama dans le réseau de distribution d'eau potable de Lujambo et dans l'école primaire de Cimpwiji et Buhozi, réseau de Cishadu-Buhozi.

Résultat 5 : Les intervenants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont inventoriés dans les zones d'intervention.

Un inventaire des intervenants dans le domaine du secteur de l'eau, a été réalisé à partir de 2007 et est disponible au BEP.

Aussi, un inventaire des bureaux d'études, des ONGs et les entreprises de génie civil travaillant dans le domaine de l'eau est mis à jour par l'équipe soft.

Résultat 6 : Les textes et lois par rapport à l'eau sont connus et respectés par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.

Le BEP dispose des textes de lois fournis par le PST, ainsi que le draft du code de l'eau fourni par le CPAEA. Ce draft qui est déjà introduit à l'Assemblée Nationale pour validation, sert d'inspiration au BEP pour faciliter un bon ancrage institutionnel après le projet.

Résultat 7 : Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.

Cette activité relève de la responsabilité de PST et nous espérons qu'elle sera menée avant la fin du projet.

Outre ces formations, le BEP a pris en charge les frais d'échanges d'expérience du président du conseil d'administration de l'ASUREP Cishadu-Buhozi et celui du conseil d'administration de l'ASUREP Nduba avec les membres des ASUREP de Kin-Est et Mbuji-Mayi après la formation, sur la gestion des ONG organisée à Kinshasa et assurée par Axyom.

3.2 Analyse de la planification des activités

Toutes les activités ci-dessous ont été réalisées cette année, sauf décalage de périodes prévues :

La présélection des ONG locales à intervenir dans l'intermédiation sociale a pris fin et s'est faite dans les délais prévus.

Comme prévu, la présélection a bel et bien eu lieu en août et 4 ONG ont été retenues.

Accompagner les communautés dans la mise en place des structures de gestion représentatives et transparentes (AG/CA/Unité de gestion) et à l'élaboration des textes régissant leur fonctionnement

Les comités de suivi des communautés de Nyakaliba, Nkola, Kizibaziba, Katonda, Nduba, Cishadu-Buhozi, Lujambo et Mwendo ont été structurés en Conseils d'administration au début de l'année.

Mais pendant plus de 3 mois, suite à la démission en février de l'animateur – formateur, les activités du volet de l'animation-formation se sont arrêtées et elles ont été reprises de façon effective en mai avec l'arrivée en avril du nouvel Animateur-formateur. Et comme prévu, l'AG et le CA de la communauté de Runingo-Biriba ainsi que l'AG de Burhale ont été mis en place.

Après leur élaboration et adoption, les statuts et les ROI des ASUREP de Nduba et de Cishadu-Buhozi ont été déposés à la Division Provinciale de la Justice qui est chargée de la transmission au Cabinet du Gouverneur de province en vue de l'obtention provisoire du fonctionnement. Tandis que ceux d'autres 7 ASUREP à savoir Nyakaliba, Nkola, Kizibaziba, Katonda, Lujambo et Mwendo ont été élaborés et sont en cours d'être adoptés par les membres des AG avant d'être introduits auprès de la Division provinciale de la Justice pour présentation au cabinet du Gouverneur de Province.

Former les structures de gestion en gestion financière :

Neuf (9) CA des ASUREP de Nyakaliba, Nkola, Kizibaziba, Katonda, Nduba, Cishadu-Buhozi, Lujambo et Mwendo ont été formés en gestion financière des ASUREP au cours de l'année 2009.

Former les structures de gestion à la prise en charge de l'ensemble des coûts du service de l'eau, à l'élaboration des comptes d'exploitation et bilan et à la détermination du prix de l'eau (coûts réels, aspects sociaux, bilans..).

Toutes les neuf(9) ASUREP qui ont eu la formation en gestion financière ont suivi également la formation à la prise en charge de l'ensemble des coûts du service de l'eau et à la détermination du prix de l'eau (coûts réels.), mais il faut signaler que leur niveau de formation n'a pas été facile de les former dans ce domaine ;

Former les structures de gestion dans l'entretien et les petites réparations des réseaux et adductions d'eau

Comme signalé ci-haut, 18 plombiers des réseaux ont été formés dans l'entretien et les petites réparations des réseaux et adductions d'eau des ASUREP de Nyakaliba, Nkola, Kizibaziba, Katonda, Nduba, Cishadu-Buhozi, Lujambo et Mwendo ont été formés dans l'entretien et les petites réparations des adductions d'eau. L'utilisation des tuyaux PE constituant une innovation dans la province, le BEP a profité de cette formation pour former sur leur soudage.

Former le personnel des écoles et centres de santé pour la diffusion des bonnes pratiques de l'hygiène

Grâce aux supports méthodologiques et pédagogiques préparés en 2008, en 2009, le BEP a commencé par la mise en place de 10 clubs d'hygiène et assainissement dans 10 écoles de 4 réseaux

d'Idjwi à savoir Nkola, Katonda, Nyakaliba et Kizibaziba. La formation de ces clubs sur la diffusion des bonnes pratiques de l'hygiène et le déploiement des clubs dans les réseaux sont prévus en 2010.

La formation du personnel de santé pour cette activité n'a pas aussi pu avoir lieu et elle sera organisée en 2010.

La construction des infrastructures sanitaires n'a pas été réalisée cette année. Comme les formations au personnel des écoles et des centres de santé, elle est programmée pour l'année prochaine. Il faut souligner qu'en raison de la contrainte budgétaire, les latrines ne seront construites que dans quelques écoles alors que les besoins dans les écoles sont énormes.

Avancement des travaux de construction :

Comme la planification opérationnelle n'est peut être efficace sans la planification financière, le manque de 420.000 euros a fortement perturbé les activités prévues d'une part, et d'une autre part les départs du personnel n'a pas permis au BEP de démarrer dans les délais impartis, d'où des modifications fréquentes dans notre planification au cours de l'année. Il faut le dire sincèrement que travailler sous des promesses d'avoir les 420.000 euros n'a pas du tout été aisé pour le BEP.

Les travaux de creusage des tranchées ont démarré en Mai 2009 avec les réseaux de Cishadu-Buhozi, suivi de Nduba, de Nkola, de Kizibaziba et de Lujambo dans un premier temps. Ils se sont poursuivis en septembre 2009 pour les réseaux de Nkola, Kizibaziba et Lujambo. Des temps d'interruption ont été observés durant cette activité pour des raisons budgétaires. Conséquence, le planning de cette activité n'a pas donc été respecté.

Les travaux de MP RDC 743 et RDC 668 ont respectivement démarré le 12 Novembre et le 17 Novembre 2009. Il est prévu la construction d'un réservoir de 30m³, d'un local d'exploitation et de 15 bornes fontaines à Nduba (RDC 743) et de 41 bornes fontaines, d'un réservoir de 200 m³ d'un local d'exploitation et de 4 brise-charges à Cishadu-Buhozi (RDC 668).

Structuration des usagers et des ASUREP

Le BEP en partenariat avec 4 ONGs locales (Synergie des AMIS du Kivu, ADI Kivu, ADEPAE, BPEV) appuie les communautés à se structurer en ASUREP et au renforcement des capacités des membres.

Jusqu'à ce jour, 10 ASUREP ont été constituées, notamment à Cishadu-Buhozi, à Lujambo, à Nduba, à Mudaka, à Katonda, à Nyakaliba, à Kizibaziba, à Nkola, à Burhale et à Runingo-Biriba.

Après la sensibilisation, 9 conseils d'administration, hormis Burhale et 10 assemblées générales ont été mis en place, à savoir pour les réseaux Cishadu-Buhozi, Lujambo, Nduba, Mudaka, Katonda, Nyakaliba, Kizibaziba, Nkola, Burhale et Runingo-Biriba;

Pour Cishadu-Buhozi et à Nduba, la mise en place des UG a commencé et se poursuivra en 2010.

Renforcement des interfaces ITA

La formation sur la qualité d'eau organisée par le chargé de la qualité de l'eau à la CAT a connu la participation active des membres des ASUREP ainsi que des institutions étatiques comme signalé ci-haut.

Amélioration des pratiques de l'hygiène

Hormis le captage des eaux de pluies pour améliorer peu soit-elle les conditions hygiéniques dans certaines écoles, sur le plan de la construction des infrastructures sanitaires, le BEP n'a pas construit aucun ouvrage sanitaire en 2009. Seulement 30 séances de sensibilisation ont été tenues dans tous les réseaux.

4 BILAN DES FINANCES

4.1 Aperçu des dépenses par rapport au planning financier

UNITE MONETAIRE EURO

LIBELLE	Budget RDC0504312	<i>Janvier</i>	<i>Février</i>	<i>Mars</i>	TOTAL Q1 2009	Q2	Q3	Q4	2009	2010	2011
RESULTAT	406 856,00	22 515,00	40 450,00	33 650,00	96 615,00	40 000,00	57 035,00	48 500,00	242 150,00	106 570,00	87 736,00
C_ 01 Les systèmes d'eau sont construits selon les règles de l'art et avec la technologie appropriées	119 614,00	14 265,00	17 400,00	6 400,00	38 065,00	9 500,00	14 500,00	12 500,00	74 565,00	8 000,00	8 000,00
01 Accompagnement	41 484,00	4 900,00	2 000,00	2 000,00	8 900,00	5 000,00	10 000,00	8 000,00	31 900,00	0,00	0,00
02 Travaux	0,00				0,00				0,00	0,00	0,00
03 AT International Kindu Kivu	34 500,00	7 965,00			7 965,00				7 965,00	0,00	0,00
04 At national ingénieur	35 630,00	1 400,00	1 400,00	1 400,00	4 200,00	4 500,00	4 500,00	4 500,00	17 700,00	8 000,00	8 000,00
05 Frais de consultance locale	8 000,00		14 000,00	3 000,00	17 000,00				17 000,00	0,00	0,00
C_ 02 Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau	89 182,00	2 750,00	6 750,00	16 250,00	25 750,00	6 000,00	7 500,00	8 000,00	47 250,00	17 070,00	9 156,00
01 Accompagnement	43 582,00	0,00	5 500,00	10 000,00	15 500,00	2 000,00	2 500,00	3 000,00	23 000,00	5 000,00	0,00
02 At national animation/formation	35 100,00	1 250,00	1 250,00	1 250,00	3 750,00	3 000,00	3 500,00	3 500,00	13 750,00	9 300,00	9 156,00
03 Formations conférences ateliers	10 500,00	1 500,00		5 000,00	6 500,00	1 000,00	1 500,00	1 500,00	10 500,00	2 770,00	0,00
C_ 03 Les capacités des interfaces sont renforcées	20 693,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	2 000,00	2 500,00	6 000,00	4 500,00	4 000,00
01 Accompagnement	16 193,00					1 500,00	1 500,00	1 500,00	4 500,00	3 500,00	3 000,00

02 Formations conférences ateliers etc.	4 500,00						500,00	1 000,00	1 500,00	1 000,00	1 000,00
C_ 04 Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées	43 656,00	0,00	1 000,00	2 500,00	3 500,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	12 500,00	20 000,00	20 000,00
01 Accompagnement	28 386,00			1 500,00	1 500,00				1 500,00	5 000,00	5 000,00
02 Réalisation latrines, puits perdus	0,00				0,00				0,00	0,00	0,00
03 At national ingénieur	15 270,00		1 000,00	1 000,00	2 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	11 000,00	15 000,00	15 000,00
C_ 05 General means Sud Kivu	133 711,00	5 500,00	15 300,00	8 500,00	29 300,00	20 000,00	30 035,00	22 500,00	101 835,00	57 000,00	46 580,00
01 Personnel local	61 800,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00	10 500,00	11 000,00	11 000,00	11 000,00	43 500,00	25 000,00	25 000,00
02 Véhicules Sud Kivu	0,00				0,00				0,00	0,00	0,00
03 Fonctionnement et entretien 4x4	25 560,00	1 000,00	2 000,00	2 000,00	5 000,00	3 000,00	4 535,00	4 500,00	17 035,00	12 000,00	7 000,00
04 Assurances véhicules	3 151,00		800,00		800,00				800,00	2 400,00	2 400,00
05 Location bureau	9 000,00		6 000,00		6 000,00		7 500,00		13 500,00	9 000,00	9 000,00
06 Consommables bureau, communication	19 100,00	500,00	1 500,00	1 500,00	3 500,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	12 500,00	3 600,00	180,00
07 Voyages et frais de séjour	14 100,00	500,00	1 500,00	1 500,00	3 500,00	3 000,00	4 000,00	4 000,00	14 500,00	5 000,00	3 000,00
08 Mobilier matériel ordinateur outils	1 000,00				0,00				0,00	0,00	0,00
09 Groupe électrogène 20 KVA	0,00				0,00				0,00	0,00	0,00

RDC0708811

LIBELLE		MONTANT	PLANIFICATION 2009				2009	2010	2011
			Q1	Q2	Q3	Q4			
RESULTAT		704 600.00	0.00	30 594.00	150 100.00	108 485.00	289 179.00	458 730.00	64 800.00
A_01 Les travaux de captage de 4 groupes de sources par des équipes renforcées		49 800.00	0.00	18 060.00	6 000.00	9 500.00	33 560.00	251 000.00	55 000.00
A_01_01	Matériel pour travaux de captage des sources: outillage, moules à buses, etc.	20 000.00	0.00	11 000.00	6 000.00	9 500.00	26 500.00	0.00	0.00

A_01_02	Réalisation des travaux de captage de 4 groupes de sources	29 800.00	0	7060	0	0	7060	251000	55000
A_02 Constitution et formation d'associations d'utilisateurs à la bonne gestion des réseaux et à la diffusion de bonnes pratiques de l'hygiène		62 500.00	0.00	4 534.00	3 838.00	0.00	8 372.00	38 600.00	9 800.00
A_02_01	Constitution de 4 associations d'utilisateurs au Sud Kivu	33 600.00		0.00	0.00	0.00	0.00	23 000.00	6 000.00
A_02_02	Formation du personnel des écoles et centres de santé pour la diffusion des bonnes pratiques de l'hygiène	18 300.00	0.00	4 126.00	1 546.00	0.00	5 672.00	11 000.00	1 800.00
A_02_03	Accompagnement de 4 associations d'utilisateurs pendant deux ans	10 600.00	0.00	408.00	2 292.00	0.00	2 700.00	4 600.00	2 000.00
A_03 Les travaux de 50 Km réseaux et les bâtiments de maintenance		403 000.00	0.00	0.00	2 262.00	98 985.00	101 247.00	151 630.00	0.00
A_03_01	Élaboration des études et des dossiers d'appels d'offres pour les travaux de 4 réseaux d'alimentation en eau potable	0.00		0	0	0	0	0	0
A_03_02	Lancement des appels d'offres, examen des offres et attribution des marchés pour les fournitures et travaux de 4 réseaux d'alimentation en eau potable au Sud Kivu	0.00		0	0	0	0	0	0
A_03_03	Réalisation des travaux de 4 réseaux d'alimentation en eau potable, y compris les bâtiments d'exploitation	403 000.00	0	0.00	2 262.00	98 985.00	101 247.00	151 630.00	0.00
A_04 Les travaux d'assainissement sont réalisés par des prestataires de service		149 000.00	0.00	8 000.00	138 000.00	0.00	146 000.00	0.00	0.00
A_04_01	Élaboration des études et des dossiers d'appels d'offres pour les travaux d'assainissement (blocs de latrines, blocs de douches, incinérateurs, fosses à placenta) au Sud Kivu	0.00					0.00	0.00	0.00
A_04_02	Lancement des appels d'offres, examen des offres et attribution des marchés pour les travaux d'assainissement au Sud Kivu	0.00					0.00	0.00	0.00
A_04_03	Réalisation des infrastructures d'assainissement: 30 blocs de latrines, 8 blocs de douches, 8 incinérateurs et 8	149 000.00	0.00	8 000.00	138 000.00	0.00	146 000.00	0.00	0.00

	fosses à Placenta au Sud Kivu								
A_05	General means SUD Kivu	40 300.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	17 500.00	0.00
A_05_01	Consultant Sud Kivu	17 500.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	17 500.00	0.00
A_05_02	Staff national Sud-Kivu	22 800.00							

4.2 Analyse du planning financier

UNITE MONETAIRE EURO

RDC 0504312+ RDC 0708811				
LIBELLE	PLANIFIEES	DEPENSEES	Ecart	%
RESULTAT	531 329.00	749 746.34	218 417.34	141.11
RDC0504312	242150	411709.4	169559.4	170.02
RDC0708811	289179	338036.94	48857.94	116.90
01 Les systèmes d'eau sont construits selon les règles de l'art et avec la technologie appropriées	215044	582181.29	367137.29	270.73
02 Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau	49950	35618.88	-14331.12	71.31
03 Les capacités des interfaces sont renforcées	6000	5510.03	-489.97	91.83
04 Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées	158500	4819.21	-153680.79	3.04
05 General means Sud Kivu	101835	121616.93	19781.93	119.43

D'une manière globale, en considérant les chiffres par résultat, comme indiqué sur le tableau ci-haut, les dépenses planifiées sont inférieures aux dépenses réalisées. Cela s'explique pour les raisons suivantes :

Résultat 1 :

Le frais de décompte du personnel assistant international non prévus d'être payé en 2009, l'a été suite à la fin de son mandat ; et ce paiement était du ressort de Bruxelles ;

Outre, le salaire du personnel de la CAT non prévu a été payé ; car la mesure de son engagement n'est intervenu qu'au mois de Mai 2009;

Au début de l'année 2009, il n'y avait pas de fonds sur la ligne «Travaux C_01_02 ». Après négociation entre le BEP et le PST, une somme de 225.354 euros fût obtenu par le BEP en Q2_2009, pour paiement des fournitures RDC 544 ;

Pour rappel, le paiement de ces fournitures était prévu sur le budget PU RDC 0607711 en décembre 2008. Malheureusement ce programme d'urgence est arrivé à termes avant la réception définitive de ces fournitures.

Résultat 2 :

Les formations prévues pour 12 réseaux n'ont pas été que pour 9, parce que certains réseaux ont été suspendus et supprimés ;

Résultat 3 :

Le BEP prévoyait de travailler avec beaucoup d'ITA, malheureusement cela ne fût possible suite à la réduction des activités sur les réseaux ;

Résultat 4 :

Le BEP prévoyait l'engagement d'un deuxième ingénieur, l'idée n'a plus été retenue par le PST. A la place, un contrôleur de travaux a été engagé comme agent de maîtrise, donc avec un salaire différent à la prévision ;

Résultat 5 :

La prise en charge des frais de loyer et de l'internet pour PAIDECO WAGA, n'était prévue. Ces montants seront remboursés en SLA en Janvier 2010 ;

Le traitement de personnel sous-estimé par rapport à la nouvelle politique salariale CTB ;
Plusieurs missions de la CAT et du PST non prévues ;

D'une manière détaillée, les dépenses sur différentes lignes

La ligne C_01« Les systèmes d'eau sont construits selon les règles de l'art et avec la technologie appropriées »

Vu le retard que connaissait déjà le projet et vu la disponibilité des conduites et accessoires fournies par Mountain Agro, il était tout à fait normal d'amorcer le plus rapidement la mise en œuvre des systèmes d'eau.

Le premier obstacle a été le montant « 0 » zéro euro affecté à la ligne C_01_02 « Travaux ». En effet, le budget initial pour le projet prévoit un montant total de 572.419 euros pour les travaux, fournitures de matériels comprises (119619 € ligne C_01 RDC0504312, 49800 € ligne A_01 RDC0708811 et 403.000 € ligne A_03).

Déjà le rapport mi-parcours (page 51-574) faisait état de 33% d'augmentation du linéaire de conduites, ce qui a permis au BEP d'introduire cette situation lors d'une réunion avec le PST et la CAT à Kin, au mois de février 2009. La ligne de travaux a pratiquement consommé le budget de certaines activités prévues pour le volet soft.

Les dépenses du local pour l'entreposage de conduites et accessoires ainsi que le frais de gardiennage sont imputés à cette ligne. Tout compte fait, il ne reste que 22,98% sur le budget initialement prévu, ce qui ne pourrait achever la totalité des travaux restant.

La ligne C_02« Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité de l'eau »

Les formations des ASUREP ont commencé à être organisées depuis le début du projet par l'Animateur-formateur du BEP, cette approche a été modifiée lorsqu'un nouvel Animateur –Formateur est venu se joindre à l'équipe, en associant les ONGs partenaires. Les appels d'offres qu'il a produits ont été suivis de sélections de 4 ONGs locales (IA) qui ont fourni les animateurs pour co-animer les séances.

Les dépenses pour la formation jusque fin de l'année ont atteint 22,48 % du budget prévu à cette ligne. Les formations prévues pour Burhale et Runingo n'ont pas eu lieu en tant donné la suspension des travaux.

La ligne C_03« Les capacités d'interfaces sont renforcées »

Cette ligne a atteint 26,63 % de dépenses. Vu la compensation avec la ligne budgétaire « travaux », il n'y est pas prévu beaucoup d'activités.

La ligne C_04« Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées »

Il est clair que cette ligne n'a pas connu d'énormes dépenses car les travaux de construction des latrines insérées dans le CSC de Lujambo et Idjwi en cours ainsi que les formations de personnel des écoles et centre de santé n'ont pas encore été réalisées.

Le recrutement de 3 DPO n'étant pas prévu, cette ligne connaît un déséquilibre sensible.

La ligne C_05« General means Sud-Kivu »

Il est clair que cette ligne est en rouge, parce que le budget du personnel prévu dans le DTF a été de loin sous-estimé par rapport salaire actuel de la CTB. De même pour la location du bureau, qui initialement prévu pour 500 euros, était à 1056 euros. En Mai, le BEP a déménagé de son bureau suite à la hausse du loyer qui venait de passer à 1500 dollars (1056 euros) au lieu de 1200 dollars. Heureusement que le SLA avec PAIDECO Waga nous permet de payer le loyer à 1250 dollars non prévus aussi dans le DTF.

Les frais de voyages fréquents et imprévus de la CAT dans le budget ont aussi alourdis cette ligne. Le manquement d'approvisionnement en électricité fait que notre groupe électrogène fonctionne presque 10 heures par jour. Les dépenses du groupe électrogène n'ont pas été prévues dans le budget alors qu'actuellement son fonctionnement nous occasionne l'achat de carburant et d'entretien. Ne disposant pas de garage approprié, les réparations et entretien des véhicules ont été effectués en dehors du pays et/ou de la ville.

La proposition de modification budgétaire était soumise au comité de pilotage pendant que la CAT se nourrissait d'espoir de décrocher une enveloppe supplémentaire. La question n'a pas eu gain de cause et reste pendante, car l'enveloppe supplémentaire n'est toujours pas là.

Conclusions de l'analyse budgétaire des dépenses 2009

Tout compte fait, comme représenté dans le tableau ci-dessous, le budget actualisé par rapport aux dépenses a atteint un taux de réalisation de 56,10 %, malgré le déficit que connaissent les lignes C_01 et C_05. Une rallonge budgétaire est donc nécessaire. Cette proposition était présentée lors du CdP du mois de Septembre, mais les promesses n'ont jamais été réalisées.

DEPENSES 2009
RDC 0504312+ RDC 0708811

LIBELLE	Montant Budget	Dépensés 2009				TOTAL 2009	%
		Q1	Q2	Q3	Q4		
RESULTAT	1 336 456.00	54 762.26	204 408.91	68 729.34	421 856.49	749 746.34	56.10
RDC0504312	631 856.00	54 732.01	204 164.26	53 907.43	98 905.70	411 709.40	
RDC0708811	704 600.00	30.25	244.65	14 821.91	322 950.79	338 036.94	
01 Les systèmes d'eau sont construits selon les règles de l'art et avec la technologie appropriées	755 930.00	1 164 362.58	1 132 768.88	970 519.62	937 901.37	582 181.29	77.02
02 Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau	151 682.00	1 358.46	6 392.31	9 167.97	18 700.14	35 618.88	23.48
03 Les capacités des interfaces sont renforcées	20 693.00	855.99	2 229.72	939.73	1 484.59	5 510.03	26.63
04 Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées	192 656.00	11.53	1 064.05	1 864.18	1 879.45	4 819.21	2.50
05 General means Sud Kivu	174 011.00	20 942.58	32 473.57	24 139.21	44 072.23	121 627.59	69.90

5 SUIVI DES INDICATEURS

5.1 Objectif spécifique

Résultats	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de Vérification	Hypothèses
R.1.	<i>Permettre à près de 115.282 personnes réparties la zone rurale du Sud-Kivu de disposer d'eau potable et de recevoir une éducation aux bonnes pratiques de l'hygiène</i>	<p>1.a) 10 systèmes d'eau construits alimentant environ 103.300 personnes</p> <p>1.b) 11 autres systèmes construits au Sud-Kivu avec financements complémentaires alimentant environ 122.000 personnes</p> <p>1.c) 21 études détaillées réalisées pour des réseaux supplémentaires</p> <p>2) 21 structures communautaires de gestion gèrent les ouvrages et fournissent de l'eau potable pendant au moins 350 jours par an</p> <p>3) Les Interfaces Techniques et d'Accompagnement (ITA) réalisent des études et des ouvrages suivant les normes et ont les capacités pour accompagner les communautés dans la mise en place des structures de gestion des ouvrages</p>	<p>- Contrats de prestation et PV de réception pour les captages</p> <p>- Études détaillées: Calculs selon les normes OMS et plans Topo</p> <p>-</p>	

Suivi des indicateurs :

1. a et 1.b) Aucun système n'a été entièrement construit jusqu'en 2009. Néanmoins, 9 sources d'eau ont été construites à la fin 2009 dans les territoires d'Idjwi, de Kabare, d'Uvira et de Walungu. Aussi 31.500 m de conduites ont été posés sur les réseaux de Cishadu, Lujambo, Nduba, Nkola et Kizibaziba

1.c) Jusque fin 2009, onze (11) études ont été réalisées dont quatre (4) études détaillées pour des réseaux supplémentaires de Burhale, Biriba, Runingo et Cibanda/Idjwi de la phase 2.

2) Dans la mesure où les ouvrages des systèmes ne sont pas encore construits, il n'est pas possible d'évaluer cet indicateur.

3) Cinq (5) ITA (AFPDE, MUNGUAJUWE, CPR, Division provinciale de l'Énergie, SNHR et GENEKO) ont réalisé des études et des ouvrages suivant les normes et 4 ONGs locales (Synergie des AMIS du Kivu, ADI-Kivu, ADEPAE et BPEV) ont les capacités pour accompagner les communautés dans la mise en place des structures de gestion des ouvrages.

5.1 Indicateurs de résultats

Résultats	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de Vérification	Hypothèses
R.1.	<i>Les 10 systèmes d'eau pour le projet Sud-Kivu, sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires</i>	<p>1) Les concepts et l'exécution des techniques répondent aux normes</p> <p>2) Le débit permet de fournir > 20 l/pers/jour (> 15 l/pers/jour pour Sud-Kivu)</p> <p>3b) Onze études pour alimenter 122.000 personnes supplémentaires sont réalisées dans le projet Sud-Kivu</p> <p>4b) Dans la région du Sud-Kivu, l'aire de service des réseaux construit abrite environ 103.000 personnes</p> <p>5) Point d'eau à < 250 m pour la population ciblée</p> <p>6) Qualité d'eau selon normes OMS</p> <p>7) Coûts du service de l'eau < 5% du budget de ménage pour > 80% des familles</p> <p>8) Réseaux fonctionnels pendant > 350 jours/an</p> <p>9) Structures communautaires de gestion fonctionnelles</p>	<p>- Études détaillées: calculs et plans Topo divers</p> <p>- Rapport projets BEP</p> <p>- Enquêtes et données démographiques</p> <p>- Rapports des ASUREP</p> <p>- Rapport projets BEP</p> <p>- Études détaillées : calculs et données démographiques</p> <p>- Rapports projets BEP</p> <p>- Rapports du laboratoire</p> <p>- Rapport des ASUREP</p> <p>- Visite in situ</p> <p>- Rapports des ASUREP</p> <p>- Rapports et PV des réunions des ASUREP</p> <p>- Visite in situ</p>	<p>La disponibilité des moyens financiers suffisants pour finaliser tous les réseaux est nécessaire</p>

R.2.	<i>Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau</i>	1) Les Comités des usagers appliquent leur règlement intérieur 2) Le compte d'exploitation des comités est positif 3) Les interruptions du service d'eau < 48 heures	-Rapports et PV des réunions des ASUREP -Rapport des ONGs partenaires - Rapports des ASUREP - Rapport des ONGs partenaires - visite de terrain	- Les communautés bénéficiaires sont accompagnées par les ONGs locales - La bonne gouvernance règne au sein des membres des ASUREP
R.3.	<i>Les capacités des interfaces d'accompagnement et techniques sont renforcées</i>	1) Au moins 3 ONG par région maîtrisent une méthodologie pour accompagner les usagers 2) Au Sud-Kivu, 5 ONG maîtrisent les concepts techniques d'études et de réalisation de réseaux gravitaires	- Rapports des ASUREP - Rapport projets BEP - Visite in situ	- L'IPS, le SNHR et la Division du plan ont été associés
R.4.	<i>Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées</i>	1) > 50% des usagers connaissent les risques liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement 2) > 25% des usagers évitent au moins 2 comportements à risque	- Rapport des ONGs partenaires - Rapports des ASUREP - Rapports des écoles et Centre de santé	
R.5.	<i>Les intervenants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont inventoriés dans les 3 zones d'intervention.</i>	1) La cartographie des intervenants est connue pour chaque zone d'intervention du projet	- Documents de cartographie et liste des ONGS	- Le CPAEA est en voie de coordonner les activités des acteurs
R.6.	<i>Les textes et lois par rapport à l'eau sont connus et respectés par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.</i>	1) Aucun des systèmes d'eau n'est confronté à des tracasseries de l'administration ou des autorités qui appliquent des règles abusives	- Rapports des ONG - Rapports des ASUREP - PV Comités de Pilotage	
R.7.	<i>Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.</i>	1) Cinq extraits (conférences, documents...) relatifs aux leçons du Programme 2) 75% des intervenants dans le secteur en RDC connaissent au moins 2 de ces extraits		-

Suivi des indicateurs :

Résultat 1

- 1) Tous les ouvrages exécutés répondent aux normes techniques. La majorité des entrepreneurs a respecté nos termes de références, hormis le SNHR pour le levé topo du réseau Biriba et la Division Provinciale de l'Énergie pour 1 système de captage des eaux de pluie pour lesquels ils ont eu des pénalités.
- 2) Les 9 sources captées permettent de fournir le débit > 20 l/pers/jour (> 15 l/pers/jour). Pour en arriver à Idjwi, les calculs ont permis de réduire le nombre de bénéficiaires, cas des sources Nyakaliba et Kizibaziba.
- 3b) Cinq (5) études sur onze (11) ont été réalisées pour alimenter 101.689 personnes, à Burhale, Runingo, Biriba, Mwendo-Mudaka et Cibanda. Pour raison du déficit budgétaire que connaît le projet, d'une part, et d'autre part la réalisation du reste des réseaux de la phase 2 par d'autres intervenants, le BEP n'avait pas réalisé toutes les études prévues.
- 4b) Aucun système n'est construit totalement. Des données du dénombrement des habitants effectué d'Octobre-Décembre 2009 par le BEP indique que dans les territoires d'Idjwi, de Kabare et de Walungu, l'aire de service des réseaux à construire abritera environ 85.287 personnes pour 8 réseaux, sans compter Runingo, Biriba et Burhale.
- 5) Les points d'eau sont prévus à moins de 250 m et un robinet alimentera 250 personnes dans les territoires de Kabare et de Walungu.
- 6) Quatre (4) analyses bactériologiques et chimiques dont les résultats répondent aux normes OMS, ont été réalisées pour les réseaux d'Idjwi, Burhale, Runingo, Biriba.
- 7) Le coût de service de l'eau est en étude par les ASUREP.
- 8) Les réseaux ne sont pas à l'heure actuelle terminés,
- 9) Les structures communautaires sont fonctionnelles dont 9 AG et 9 CA en territoire d'Idjwi, de Kabare et de Walungu,

Résultat 2

- 1) Deux (2) Comités des usagers (CA) dans le territoire de Kabare et de Walungu appliquent leur règlement intérieur. A titre exemplatif, tous les CA tiennent des réunions.

2) Les indicateurs 2 et 3 ne sont pas d'actualité.

Résultat 3

- 1) Cinq (5) ONGs ont bénéficié de la formation sur le PHAST et quatre autres partenaires du BEP accompagnent les ASUREP dans la mise en place des AG, dans l'élaboration de projet des statuts et règlement d'ordre intérieur, à la négociation pour l'obtention des actes de cession notariés et la mise en place des unités de gestion. Leurs compétences méritent d'être renforcées dans ce domaine.
- 2) De sept (7) ONG qui ont bénéficié d'une formation sur les calculs hydrauliques, l'utilisation de matériels topo et/ou sur la qualité de l'eau, quatre (4) ONG ont réalisé les études de levés topo et la construction des captages des sources.

Résultat 4

- 1) A part la Base line Study, aucune enquête n'a été menée jusqu'à ce jour pour déterminer le pourcentage qui connaissent les risques liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Avec la collaboration de l'IPS et les ONGs locales partenaires du BEP, des séances de promotion sur l'eau, hygiène et assainissement ont été organisées dans les centres de Santé, les écoles et le marché des 9 réseaux de territoire d'Idjwi, Kabare, Uvira et Walungu
- 2) La sensibilisation a été faite sur les comportements à risque à éviter, mais le pourcentage des usagers qui les évitent n'est pas connu, encore faute d'enquête.

Résultat 5

- 1) La liste des intervenants dans le secteur de l'eau est disponible au BEP.

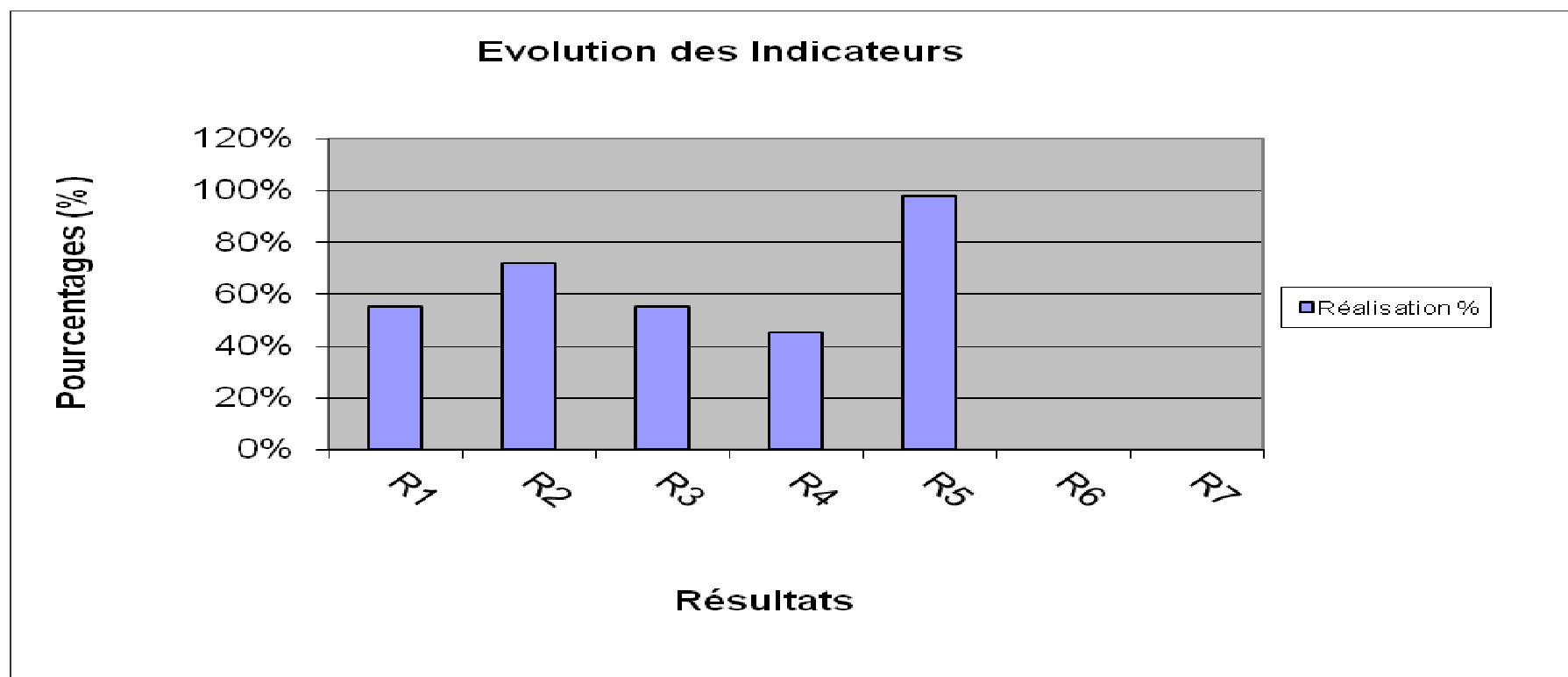
Résultat 6

- 1) Aucun des systèmes d'eau n'étant pas encore construit, cet indicateur n'est pas d'actualité.

Résultat 7

- 1) Cet indicateur n'est pas d'actualité aussi.

5.2 Graphique d'évolution des indicateurs



R1: Les 10 systèmes d'eau pour le projet Sud-Kivu, sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires :

70 % des études sont réalisées, les cahiers des charges et consultations restreintes ont été lancés. 100% des sources prévues sont captées, 70% des tranchées sont creusées et 80 % de tuyaux sont installés. 0% de structures gère les ouvrages, car ils ne sont pas achevés. Au stade actuel, 10% des ouvrages sont physiquement construits → **R1 = 55 %**

R2: Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau.

100% des usagers sont structurés en ASUREP. 18% des CA des ASUREP Cishadu-Buhozi et Nduba appliquent leur ROI. 90% de formations ont été organisées. 80% des ONG prévus dans la province maîtrisent la méthodologie pour accompagner les usagers → **R2 = 72%**

R3: Les capacités des ITA, interfaces d'accompagnement et technique, sont renforcées:

Aux formations sur la méthode PHAST et sur les calculs hydrauliques, il faudra ajouter 1 formation sur la qualité de l'eau pour 8 membres des ASUREP, 2 agents de la Division Provinciale de l'Énergie, un agent SNHR, un agent de l'IPS, un agent de l'Inspection du Développement Rural, un agent de l'Unicef. 3 Séances de formations sur la tenue de Cahiers spécial de Charges relatif au marché public pour 9 ONG et entreprise de génie civil. 3 Séances d'orientation aux 4 ONG partenaires d'animation pour l'accompagnement des usagers → **R3 = 55%**

R4: Les pratiques en matière de l'hygiène sont améliorées:

Des séances de sensibilisation en matière d'hygiène ont été réalisées dans des écoles, des centres de santé et le marché de Mudaka. 2 blocs des latrines ainsi que 11 systèmes de captages des eaux de pluie construits lors la phase 1 dans 3 écoles, au bureau de groupement de Mudusa et 2 centres de Santé ont servi de matériels de démonstration en matière d'hygiène et d'assainissement. → **R4 = 45%**

R5: Les intervenants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont inventoriés dans les zones d'intervention:

Une liste des ONG locales intervenant dans les secteurs de l'eau est disponible au bureau de BEP. A travers les réunions régulières du cluster WASH des nouveaux acteurs sont connus → **R5 = 98%**

6 APPRECIATION DES CRITERES DE SUIVI

6.1 Efficience

Efficience : Le fait que les résultats aient été atteints à des coûts raisonnables. Mesure dans laquelle les moyens et les activités ont été convertis en résultats, et la qualité des résultats atteints.

En effet, l'exécution du projet a trainé en raison de la réception tardive des fournitures et accessoires ainsi que de la concentration des responsabilités aux mains de l'ATI qui était partagée entre le projet de Kindu et celui du Sud-Kivu. Mais l'on peut remarquer que les résultats obtenus l'ont été au moyen des coûts inférieurs à ceux prévus.

A titre exemplatif, la pose d'un tuyau PVC 110 PN 16 coûte 20,84 € par mètre tandis que le BEP a posé le même type de tuyau pour un montant de 14,57 €. De plus, suivant la réalité sur place, au lieu de 84.000 euros, soit 3 euros par mètre de conduite posée, la main-d'œuvre pour le creusement et le collage des tuyaux a coûté 7.840 euros au BEP. Il y a lieu de signaler que cela a été rendu possible grâce à la convention signée entre le BEP et l'ASUREP fixant le taux de creusement et remblayage des tranchées et soudage des tuyaux à 0,28 euros par mètre. Ce prix a été accepté comme motivation parce que les membres de l'ASUREP considèrent les ouvrages comme leur

propriété. De façon générale, les travaux réalisés ont été efficaces, vu les résultats atteints avec les coûts réduits.

L'insuffisance de fonds pour les travaux, ne permet pas au BEP de réaliser le nombre de systèmes d'adduction d'eau potable prévus. De 13 systèmes prévus (Nkola, Nyakaliba, Kizibaziba, Katonda, Cibanda, Nduba, Lujambo, Mwendo-Kashungurhi, Mwendo-Cirhogole, Burhale, Runingo et Biriba) seuls 8 systèmes peuvent être réalisés en regroupant Mwendo en un seul réseau (Nkola, Nyakaliba, Kizibaziba, Katonda, Nduba, Lujambo, Mwendo/Mudaka)

La population prévue pour les 13 systèmes à construire est de 103.000 personnes, cependant les études menées pour construire 9 systèmes prévoient de desservir 101.689 personnes.

A : Pas d'effort supplémentaire requis.

6.2 Efficacité

Efficacité : Mesure dans laquelle les résultats ont contribué à la réalisation de l'objectif spécifique. L'efficacité prend en compte la mesure dans laquelle les hypothèses ont affecté les accomplissements du projet.

Compte tenu du retard que connaissait le projet, le BEP a changé énormément l'image de ses activités sur le terrain, et cela dans une période de moins de 10 mois. A titre exemplatif, le BEP a prévu la construction des 9 réseaux dans les territoires d'Idjwi, de Kabare et de Walungu.

Comme signalé ci-haut, cela n'a pas été possible, suite à la non-attribution des CSC RDC 600 (pour Cishadu, Nduba, Lujambo et Mwendo) et RDC 636 (pour 4 systèmes d'Idjwi). Par la suite, les marchés de Cishadu et de Nduba ont été relancés et attribués au mois de Novembre 2009, et les travaux de construction ont démarré (installation du chantier et terrassement des sites d'emplacement des ouvrages : réservoir de 200 m³, réservoir de 30 m³, 58 bornes fontaines et 3 brise-charges). L'attribution de ces marchés avait rencontré déjà le creusement des tranchées et la pose de conduites effectifs dans la quasi-totalité de réseaux.

Aussi, sur 4 analyses bactériologiques et chimiques prévues, 9 ont été réalisées pour les réseaux d'Idjwi, Burhale, Runingo, Biriba ; les 4 études prévues pour alimenter 103.000 personnes, ont été réalisées à Idjwi, Biriba, Runingo et Burhale pour 106.388 personnes, sur les 131.500 m de tranchées de 9 réseaux prévus dans le territoire d'Idjwi, de Kabare et de Walungu, 28.000 m ont été creusés ; les 9 aires de captage à protéger prévus dans les territoires d'Idjwi, de Kabare et de Walungu ont été tous réalisés.

La mise en place de 9 Comités des usagers prévue dans le territoire d'Idjwi, de Kabare, de Walungu et d'Uvira a été réalisée ; et ces comités ont été convertis en ASUREP. Les 9 Comités des usagers dans le territoire d'Idjwi, de Kabare, de Walungu et d'Uvira ont de textes légalisés (ordre intérieur, statuts, ...) ,1 Conseil d'Administration des ASUREP a recruté les membres des Unités de Gestion et 7 ASUREP ont été formées dans le territoire d'Idjwi, de Kabare, de Walungu et d'Uvira sur deux modules.

Une (1) formation sur la qualité de l'eau prévue, a été organisée à l'intention de 10 participants de différents ONG et Services Étatiques.

Sur 15 écoles prévues, 7 ont bénéficié des séances de promotion sur l'hygiène et assainissement dans les 9 réseaux de territoire d'Idjwi, de Kabare et de Walungu. Après le départ de l'Animateur-Formateur, les activités dans le domaine de l'hygiène ont commencé au mois d'Août 2009 grâce au partenariat du BEP et de 4 ONGs.

Les 5152 m pour les réseaux de Lujambo et Nduba, de tuyaux PE de 5,8 m de longueur, ont été posés suivant la durée prévue de 2 mois, malgré les pluies abondantes qu'a connues la région pendant la saison pluvieuse écoulée.

A la lumière de ce qui précède, nous pouvons conclure que pour l'année 2009, les résultats ont été atteints à plus de 65%. Mais ceux-ci sont de loin suffisants pour atteindre les objectifs

intermédiaires du projet. L'insuffisance du budget des travaux et des fournitures constitue un risque éminent qui pourra empêcher le projet d'atteindre ses objectifs.

Cette situation a fait l'objet des discussions au cours de la réunion du Comité de Pilotage tenue au mois de Septembre, mais jusqu'à ce jour la solution n'est toujours pas en vue. Dans quelle mesure donc le BEP peut-il espérer réaliser les réseaux de la phase 2 du projet?

Comparativement aux années antérieures avec l'équipe actuelle, le BEP Sud-Kivu peut se féliciter des résultats obtenus au cours de cette année. Mais il a encore du chemin à faire.

B : Fournir davantage d'efforts

6.3 Durabilité

Durabilité / Viabilité : Probabilité que les bénéfices produits par le projet continuent à être perçus une fois la contribution financière externe terminée.

A l'heure actuelle, il est difficile d'apprécier la durabilité, à cause de l'absence des infrastructures opérationnelles. Toutefois, grâce aux formations bénéficiées par les membres de des ASUREP, de la participation des membres de la communauté aux travaux de creusage et de pose de tuyaux, la recherche et l'obtention des actes de cession des parcelles pour la construction des ouvrages, il y a lieu de croire qu'après le retrait de la CTB, les usagers prendront eux-mêmes la gestion, l'entretien et la maintenance des ouvrages qui seront construits.

Outre, l'implication des usagers dans l'exécution du projet et l'application de principes de bonne gouvernance dans leurs communautés, les membres des ASUREP se sont déjà accordés pour la prise en charge financière de coût du service de l'eau. Les ASUREP s'apprêtent à lancer au mois de Février 2010, les TdR pour le recrutement d'un gérant.

B : Fournir davantage d'efforts.

7 MESURES ET RECOMMANDATIONS

7.1 Synthèse des critères d'appréciation

Efficience : Le BEP considère le point A, Pas d'effort supplémentaire spécial à fournir. Cela suite aux protocoles déjà acquis pour le creusage des tranchées et la pose et le soudage des tuyaux avec les ASUREP.

Efficacité : B, Fournir davantage d'efforts afin de réduire considérablement le retard que connaît le projet.

Durabilité : B, Fournir davantage d'efforts afin d'aider les structures de gestion des ASUREP à mettre en pratique toutes les formations reçues.

7.2 Recommandations

Mettre à la disposition du BEP de moyens financiers complémentaires pour réaliser les systèmes d'eau prévus pour atteindre les objectifs attendus.

8 NOUVEAU PLANNING POUR 2010

8.1 Planning des activités de l'année 2010

NB : Le planning opérationnel concerne aussi des activités des deux réseaux de la phase 2 du projet.

Description activité	Janv 10	Févr 10	Mars 10	Avril 10	Mai 10	Juin 10	Juillet 10	Août 10	Sept 10	Oct 10	Nov 10	Déc 10
ACTIVITES												
<i>RI. Les systèmes d'eau sont construits selon les règles de l'art et avec la technologie appropriées</i>												
Etude topographique+Analyse qualité de l'eau		Test réseau Nduba			Matérialisation réseau Mudaka							
Etude technique détaillée + CSC réseau		Calculs hydrauliques Mudaka	Calculs hydrauliques Mudaka		Lancement CSC Mudaka							
Frais entreposage et gardiennage												
Travaux: captages+ supervision	Captage Runingo	Analyse Kamira2	Local d'exploitation Cishadu				Analyse 5 réseaux: Cishadu, Nduba, Lujambo, Mudaka		Analyse 5 réseaux: Mudaka, Axe Idjwi			Analyse 5 réseaux: Cishadu, Nduba, Lujambo, Mudaka
Travaux: captages+ supervision			Captages Lujambo + Mudaka	locaux d'exploitation Cishadu, Nduba								
Travaux: ouvrages réseaux+Fourriture conduites et accessoires 1				Captages Mudaka, Luj. + Accessoires et conduites complémentaires	Pose tuyaux Mudaka	Travaux Captages : Mwendo,						
Travaux: ouvrages réseaux+Fourriture conduites et accessoires 1				Incinérateur CS Lumala/ Nkola	Ouvr. Hydr. Lujambo+Idjwi	Creusage et pose de tuyaux: Mwendo-Mudaka	Creusage et pose de tuyaux: Mwendo-Mudaka	Creusage et pose de tuyaux: Mwendo-Mudaka	Creusage et pose de tuyaux: Mwendo-Mudaka			
Travaux: ouvrages réseaux+Fourriture conduites et accessoires 2		Déplacement tuyaux Lujambo+ Travaux Cishadu	Creusage Idjwi + Lujambo	Creusage Idjwi + Lujambo	Test et rectification Idjwi	Travaux ouvrages hydrauliques (Locaux d'exploitation inclus) LUJAMBO et IDJWI	Travaux ouvrages hydrauliques LUJAMBO et IDJWI (Locaux d'exploitation inclus)	Travaux ouvrages hydrauliques MWENDO-MUDAKA	Travaux ouvrages hydrauliques (Locaux d'exploitation inclus) MWENDO-MUDAKA	Travaux ouvrages hydrauliques (Local d'exploitation inclus) MWENDO-MUDAKA	Travaux ouvrages hydrauliques MWENDO-MUDAKA+Ouvrages hydrauliques RUNINGO (creusage inclus) (Locaux d'exploitation inclus)	Travaux ouvrages hydrauliques MWENDO-MUDAKA+Ouvrages hydrauliques RUNINGO (creusage inclus)
Réserve budgétaire		Levé topo Mudaka	Test réseau Cishadu									
Frais de consultance												

R2. Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau												
Accompagnement 1		Obtention Statuts et ROI notariés : axe Idjwi et Bukavu (Mudaka et Lujambo)	T-Shirt ASUREP	Acquisition des actes de cession brise charge, réservoirs, BF + Mission de Suivi ASUREP	Mission de Suivi	Mission de Suivi	Mission de Suivi	Mission de Suivi	Mission de Suivi	Mission de Suivi	Mission de Suivi	Mission de Suivi
Accompagnement 2		Acquisition des actes de cession ouvrages axe Idjwi					Panneaux publicitaires ASUREP			Accompagnement des ASUREP soft et technique (Missions)		Accompagnement des ASUREP soft et technique (Missions)
Formations conférences ateliers 1				Formation des membres des UG et CA axe Idjwi	Formation sur les réparations et entretiens techniques des réseaux d'eau potable : axe Bukavu	Formation des membres de UG axe Bukavu	Formation sur la qualité de l'eau des réseaux d'eau potable : CISHADU et NDUBA	Formation sur les réparations et entretiens techniques des réseaux d'eau potable : MWENDO-MUDAKA		Formation sur la qualité de l'eau des réseaux d'eau potable : CISHADU et NDUBA	Formation sur les réparations et entretiens techniques des réseaux d'eau potable : MWENDO-MUDAKA	
Formations conférences ateliers 2	Formation et suivi axe Bukavu	Formation et suivi axe Bukavu	Formation et suivi axe Idjwi				Formation axe Uvira	Formation axe Uvira	Formation axe Uvira			Formation sur les réparations et entretiens techniques des réseaux d'eau potable : MWENDO-MUDAKA
Formations conférences ateliers 3		Formation et suivi axes Bukavu et Idjwi			Visite du terrain et échanges d'expérience avec les ASUREP: CISHADU, NDUBA					Visite du terrain et échanges d'expérience avec les ASUREP: BIRIBA, RUNINGO		Visite du terrain et échanges d'expérience avec les ASUREP: 4 IDJWI
R3. Les capacités des interfaces sont renforcées												
Accompagnement			Visibilité CTB									
Formations conférences ateliers etc.												
R4. Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées												
Accompagnement												
Réalisation latrines, puits perdus				Travaux ouvr. Sanitaires : NYAKALIBA, KATONDA		Ouvr. sanitaires : MWENDO-MUDAKA				Travaux ouvr. sanitaires : IDJWI + LUJAMBO		
Réalisation latrines, puits perdus												

8.2 Planning financier pour l'année 2010

NB : Ce planning financier prend en compte le montant de 420.000 euros qu'on espère acquérir pour l'exécution de deux réseaux de la phase 2 du projet. Il est donc réalisé à partir des budgets RDC0504312 et RDC0708811

Description activité	Planification financière											
	Janv 10	Févr 10	Mars 10	Q1	Q2	Q3	Q4	2010	2011	Total planifié	SOLDE	Total planifié
ACTIVITES												
	32 718	73 733	86 628	186 148	426 531	409 023	377 610	1 399 313	449 643	1 848 956	0	1 848 956
<i>RI. Les systèmes d'eau sont construits selon les règles de l'art et avec la technologie appropriées</i>	14 036	49 224	70 091	126 421	321 507	308 420	307 125	1 063 474	274 173	1 337 647	- 677 097	
Etude topographique+Analyse qualité de l'eau		1 000	450	1 450	206	0	0	1 656	3 000	4 656	10 795	
Etude technique détaillée + CSC réseau				0	0	0	0	0	222	222	- 222	
Frais entreposage et gardiennage	2 728	950	950	4 628	2 850	0	0	7 478	8 400	15 878	- 15 878	
Travaux: captages+ supervision	3 800	4 387	6 708	14 895	4 200	1 770	185	21 050	185	21 236	- 11 542	
Travaux: captages+ supervision		6 000	12 000	18 000	18 000		0	36 000		36 000	- 7 017	
Travaux: ouvrages réseaux+Fourniture conduites et accessoires 1		9 204	3 000	12 204	84 750	0	0	96 954	0	96 954	- 67 971	
Travaux: ouvrages réseaux+Fourniture conduites et accessoires 1	4 158	300	2 472		6 200	4 800	0	11 000	6 006	17 006	- 9 054	
Travaux: ouvrages réseaux+Fourniture conduites et accessoires 2		24 400	39 750	64 150	196 451	296 000	297 240	853 841	256 360	1 110 201	- 589 618	

AT International Kindu Kivu	1 700	0	0	1 700	1 700	0	4 200	7 600	0	7 600	3 541
AT national ingénieur 1(<i>Chef de projet</i>)	1 650	1 650	1 650	4 950	4 950	5 850	5 500	21 250		21 250	- 5 510
Réserve budgétaire		1 333	3 111	4 444	2 200	0	0	6 644		6 644	18 356
Frais de consultance				0	0	0	0	0		-	- 2 975

R2. Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau	6 563	11 656	5 790	24 009	21 896	18 352	40 490	104 747	32 682	137 429	14 253
Accompagnement 1	3 780	2 767.41	2 560	9 107.41	4 608	3 300	20 820	37 836	2 160	39 996	- 3 885
Accompagnement 2+ Contrôleur des travaux	750	1 970	1 830	4 550	3 610	6 030	9 859	24 049	7 500	31 549	2 041
AT National animation/formation (<i>Animateur</i>)	1 200	1 200	1 200	3 600	4 000	3 900	4 200	15 700	12 000	27 700	- 6 702
Formations conférences ateliers 1				0	6 084	1 455	1 455	8 994	7 222	16 216	- 16 500
Formations conférences ateliers 2	833	1 222	200	2 256	2 109	3 667	2 078	10 109	1 800	11 909	4 939
Formations conférences ateliers 3		4 497		4 497	1 485	0	2 079	8 061	2 000	10 061	- 1 112
				0	0						-
				0	0						-
R3. Les capacités des interfaces sont renforcées	0	360	210	570	0	0	0	570	1 000	1 570	19 123
Accompagnement		360	210	570	0	0	0	570	1 000	1 570	13 380
Formations conférences ateliers etc.				0	0	0	0	0		-	273
				0				0			
R4. Les pratiques en	0	0	1 012	1 012	56 000	50 000	0	107 012	41 500	148 512	44 144

<i>matière d'hygiène sont améliorées</i>												
Accompagnement			1 012	1 012	0	0		1 012	25 000	26 012	1 655	
Réalisation latrines, puits perdus				0	56 000	50 000		106 000		106 000	42 678	
Réalisation latrines, puits perdus				0	0	0		0		-	- 12	
AT national ingénieur 2(<i>Chef de projet</i>)				0	0	0	0	0	16 500	16 500	- 4 949	
										-	-	
R5. General means Sud Kivu	12 119	12 492	9 525	34 136	27 128	32 251	29 995	123 510	100 288	223 798	17 713	
					0					-	-	
Personnel local	3 300	3 300	3 300	9 900	10 600	10 600	11 100	42 200		42 200	- 20 728	
Staff national Sud-Kivu				0	0	0	0	0	22 500	22 500	289	
Ressources financières et procurement (PFMT)	7 191			7 191	7 191	7 191	0	21 573		21 573	- 18 146	
Véhicules Sud Kivu	0	0	0	0	0	0	0	0		-	-	
Fonctionnement et entretien 4x4	750	750	750	2 250	2 250	2 250	1 500	8 250	5 000	13 250	3 810	
Assurances véhicules	0	0	1 000	1 000	0	0	0	1 000	1 000	2 000	240	
Location bureau		2 827		2 827	2 827	2 827	2 827	11 308	3 444	14 752	- 29 941	
Consommables bureau, communication, internet	-692	1 190	1 190	1 688	2 688	2 688	2 688	9 752	9 844	19 596	- 26 031	
Voyages et frais de séjour	1 570	4 425	3 285	9 280	1 570	6 695	11 880	29 425	3 000	32 425	- 39 844	
Mobilier matériel ordinateur outils	0	0	0	0	0	0	0	0	3 000	3 000	- 2 227	
Groupe électrogène 20 KVA	0	0	0	0	2	0	0	2		2	- 2	
Consultant Sud-Kivu				0	0	0	0	0	17 500	17 500	-	
Evaluation Sud-Kivu				0	0	0	0	0	35 000	35 000	-	
Evaluation et Audits									7 500	7 500	-	
											-	
TOTAL	32 718	73 733	86 628	186 148	426 531	409 023	377 610	1 399 313	449 643	1 100 156	1 848 956	

9 CONCLUSIONS

9.1 Activités et Finances

Les activités de cette année 2009 se sont déroulées malgré quelques décalages observés dans les périodes avec une amélioration de vitesse d'exécution en vue de rattraper le retard que connaît le projet. Les finances ont suivi, ce qui a nettement amélioré le taux d'exécution de 56,10 % cette année par rapport à l'année passée (42,46 %).

Suite au déficit budgétaire, la plupart des activités planifiées n'ont pas été réalisées. Le renforcement des équipes technique et d'animation a permis au BEP d'atteindre sa vitesse de croisière.

9.2 Critères de suivi

9.2.1 Efficience

Le point A, Pas d'effort supplémentaire spécial à fournir : le BEP a pu réaliser plusieurs activités sur le plan technique et celui de soft, conformément aux normes admises pour ce genre des travaux, grâce à l'implication et la participation des structures de gestion mises en place et aux formations dont celles –ci ont bénéficiées.

Les différentes formations en gestion financière, en technique des réparations et entretiens, en gestion administrative et gestion des conflits qui leur sont assurées garantissent et améliorent les capacités des gestionnaires.

9.2.2 Efficacité

B, Fournir davantage d'efforts

Quoique l'efficacité ait été jugée bonne en 2009 pour avoir de nombreuses activités planifiées réalisées, des efforts seront fournis pour les travaux de construction des ouvrages en sélectionnant des entrepreneurs efficaces.

L'accompagnement des plombiers de réseaux formés par le BEP, bien que révélés efficaces, motivés et dynamiques sur le terrain, devra se poursuivre par des formations supplémentaires d'entretien.

9.2.3 Durabilité

B, Fournir davantage d'efforts afin d'aider les structures de gestion des ASUREP à mettre en pratique toutes les formations reçues. La capacité des membres des ASUREP à pouvoir financer les frais de gestion, d'entretien et d'amortissement des ouvrages devra être encouragée par des réunions de CA, à travers une transparence dans la fixation des coûts de paiement de service de l'eau, dans la justifications des recettes réalisées et dépenses effectuées, bref sur la bonne gouvernance.

9.3 Avis de la SMCL sur les recommandations

Le retard qu'a connu le projet dans sa mise en œuvre de son programme a été, en 2007, à la base du manque de confiance des autorités politico-administratives envers le projet. Actuellement le BEP a repris la confiance des autorités officielles qui ne cessent de l'encourager dans l'exécution de ses projets. Non seulement, elles lui apportent la solution quant aux difficultés rencontrées, comme pour le cas de la source Bwenjerere où un propriétaire d'une plantation n'a pas voulu le creusement des tranchées dans sa concession. Ce problème de ressources pour le réseau de Mwendo-Kashungurhi a vite trouvé sa réponse par l'intégration de l'église Catholique, qui nous a confié la source Kamira II située dans sa possession. Aussi, pour la mise en valeur de cette ressource Kamira II, les membres du CdP se sont investis en s'associant à une visite d'investigation des villages bénéficiaires.

Lors des réunions du CdP, tenues le 20 avril et le 18 septembre 2009, il a été émis les vœux suivants :

- Que le BEP réalise des infrastructures AEP le plus vite que possible ;
- Que le montant de 420.000 euros soit alloué au budget du BEP pour lui permettre de réaliser tous les réseaux prévus par le DTF ;
- Que des visites de sites d'interventions soient organisées ;
- Attendre la décision du SMCL pour intégrer le CPAEA dans le CdP ;
- Faire intervenir le Mwami, propriétaire coutumier pour aider à gérer le conflit à la source Kizibaziba ;
- La désignation d'un membre représentant les réseaux dans le CdP ;
- Inviter les ONGs locales à participer aux appels d'offres ;
- Effectuer une descente à Fizi-Baraka pour vérifier ou s'assurer de l'existence des intervenants dans les réseaux abandonnés par la CTB ;

9.3.1 Recommandations relatives au planning des activités

Que le BEP met en à la disposition du CdP le planning opérationnel jusque fin projet.

9.3.2 Recommandations relatives au planning financier

Que le PST comble le déficit budgétaire de 420.000 euros qui s'affiche sur la ligne des « Travaux ».

9.3.3 Recommandations relatives au Cadre logique

Aucune recommandation n'a été faite concernant le cadre logique.

9.3.4 Autres recommandations

La collaboration entre le BEP et les ASUREP est à encourager, vu les résultats obtenus;

- Les différentes formations dispensées aux ASUREP restent à traduire dans la langue swahili ;
- Le déficit budgétaire actuel est à combler le plus rapidement que possible pour permettre au projet de réaliser les 9 systèmes en termes d'ouvrages et d'accompagnement des activités soft ;
- L'attribution des marchés publics aux entrepreneurs locaux manquant d'équipement est à éviter, car cela porte de préjudices dans l'avancement des travaux ;
- Les activités préalables à la mise en œuvre de systèmes d'adduction gravitaire étant réalisées en 2009, il y a lieu que la CAT accélère les dépôts de CSC en cours et celui restant à la CMP;
- La visite obligatoire par les entreprises sur les sites où les ouvrages seront érigés, est à encourager pour éviter les prix prohibitifs que les soumissionnaires proposent dans leurs offres au BEP ;
- Le paramétrage de signatures sur Deutsch Bank pour le personnel du BEP, notamment le CPN, devra être mis à jour par le PST ;
- Prévoir une amélioration dans le système de paie et de traitement de DPO affecté à l'intérieur de la province ;
- Prévoir un appui de la CAT au volet animation-formation tel que l'avait recommandé l'EMP ;

10 ANNEXES

10.1 Aperçu des marchés publics

Début Novembre 2009, 2 marchés publics ont été attribués :

Il s'agit du MP RDC 743 marché pour la construction des ouvrages hydrauliques du système d'adduction d'eau potable de Nduba et celui MP RDC 668 relatif à la construction des ouvrages hydrauliques du système d'adduction d'eau potable de Cishadu-Buhozi attribués à l'entreprise GENEKO. Les travaux ont démarré depuis le 12 Novembre 2009.

Le DAO pour la construction des ouvrages hydrauliques et sanitaires de 5 réseaux est en cours, il s'agit du CSC RDC 849 qui est en voie de lancement avec l'appui de la CAT.

Seul 1 marché public restera, celui du réseau Mwendo-Mudaka dont les calculs hydrauliques sont en cours.

10.2 Cadre Logique

	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de Vérification	Hypothèses
Objectif Global	Améliorer les conditions de vie des populations rurales et des périphéries urbaines en leur assurant un accès à l'eau potable et à l'assainissement	1) Maladies d'origine hydrique diminuées de 70% chez population ciblée 2) Charge de la corvée de l'eau diminuée de 50% chez population ciblée 3) Coût du service de l'eau < ses bénéfices économiques	- Rapports zones de santé - Enquêtes ex ante et ex post	- La situation politique se stabilise - La paix est consolidée - La sécurité alimentaire s'améliore et la situation financière des populations ne se détériore plus
Objectif Spécifique	Permettre à près de 340.000 personnes réparties dans les zones du programme, notamment Kisenso et ses environs, Kindu et la zone rurale du Sud-Kivu de disposer d'eau potable et de recevoir une éducation aux bonnes pratiques de l'hygiène	1.a) 16 systèmes d'eau construits alimentant environ 174.000 personnes 1.b) 15 autres systèmes construits à Kinshasa avec financements complémentaires alimentant environ 166.000 personnes 1.c) 22 études détaillées réalisées pour des réseaux supplémentaires 2) 23 structures communautaires de gestion gèrent les ouvrages et fournissent de l'eau potable pendant au moins 350 jours par an 3) Les Interfaces Techniques et d'Accompagnement (ITA) réalisent des études et des ouvrages suivant les normes et ont les capacités pour accompagner les communautés dans la mise en place des structures de gestion des ouvrages	- PV réception travaux - rapports projets BEP/CAC - rapports ONG - rapports comités de gestion des systèmes d'eau - rapport d'évaluation intermédiaire	- Le financement pour la réplication des expériences est trouvé - Les autorités locales et nationales appuient les expériences de la maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire - L'eau est exploitable et de qualité et quantité suffisante - Communautés motivées - Les pré-études sont suffisamment fiables - L'administration locale et les autorités locales sont motivées et prêtes à collaborer - La population regagne sa confiance dans les autorités et services locaux - Moyens financiers peuvent être mobilisés pour dispositifs d'assainissement
Résultats	Logique d'intervention	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Sources de Vérification	Hypothèses
R.1.	Les systèmes d'eau (3 pour le projet Maniema/Kindu ; 10 pour le projet Sud-Kivu, 3 pour le projet Kinshasa), sont construits selon les règles de l'art et avec les technologies appropriées, et des études sont réalisées pour une série de systèmes supplémentaires	1) Les concepts et l'exécution des techniques répondent aux normes 2) Le débit permet de fournir > 20 l/pers/jour (> 15 l/pers/jour pour Sud-Kivu) 3a) Trois études pour alimenter 52.000	- PV réception travaux - Rapports projets BEP et CAC - Enquêtes - Rapports Comités de Gestion	- Le budget pour la réalisation des infrastructures de la deuxième phase est trouvé à temps - L'eau des aquifères et des sources est exploitable et de qualité et quantité suffisantes.

	de systèmes supplémentaires	<p>personnes supplémentaires sont réalisées dans le projet Maniema/Kindu</p> <p>3b) Onze études pour alimenter 122.000 personnes supplémentaires sont réalisées dans le projet Sud-Kivu</p> <p>3c) Quinze études pour alimenter 170.000 personnes supplémentaires sont réalisées dans le projet Kinshasa</p> <p>4a) Dans la région du Maniema/Kindu, l'aire de service des réseaux construit abrite environ 40.000 personnes</p> <p>4b) Dans la région du Sud-Kivu, l'aire de service des réseaux construit abrite environ 103.000 personnes</p> <p>4c) Dans la région de Kinshasa, l'aire de service des réseaux construit abrite environ 31.000 personnes</p> <p>5) Point d'eau à < 250 m pour la population ciblée</p> <p>6) Qualité d'eau selon normes OMS</p> <p>7) Coûts du service de l'eau < 5% du budget de ménage pour > 80% des familles</p> <p>8) Réseaux fonctionnels pendant > 350 jours/an</p> <p>9) Structures communautaires de gestion fonctionnelles</p>	<p>Gestion</p> <ul style="list-style-type: none"> - Visites in situ - Etudes détaillées - Plans de recollement - Rapports Comités de Gestion 	<p>suffisantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'accès aux pièces et matériaux de qualité est garanti - Les communautés sont motivées - L'administration locale et les autorités locales sont motivées et prêtes à collaborer
R.2.	Les usagers sont structurés et formés pour garantir la pérennité du service de l'eau	<p>1) Les Comités des usagers appliquent leur règlement intérieur</p> <p>2) Le compte d'exploitation des comités est positif</p> <p>3) Les interruptions du service d'eau < 48 heures</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport des ONG - Rapport des Comités de Gestion - Rapport d'évaluation intermédiaire et finale 	<ul style="list-style-type: none"> - Les communautés des trois zones d'intervention sont suffisamment motivées. - Les élections futures permettront de désigner des responsables des entités administratives responsables et impliqués - Le remplacement des responsables des entités administratives ne nuit pas à la continuité du projet - On trouve suffisamment d'ONG et

				d'animateurs qui disposent d'assez de capacités.
R.3.	Les capacités des interfaces d'accompagnement et techniques sont renforcées	1) Au moins 3 ONG par région maîtrisent une méthodologie pour accompagner les usagers 2) Au Sud-Kivu, 5 ONG maîtrisent les concepts techniques d'études et de réalisation de réseaux gravitaires	- Rapport d'évaluation finale	- Il existe une bonne collaboration avec les autres acteurs qui accompagnent les ONG locales. - Pour Kindu – Maniema : Les ONG ou autres ITA des provinces limitrophes pourront transférer leurs compétences aux ONG de Kindu.
R.4.	Les pratiques en matière d'hygiène sont améliorées	1) > 50% des usagers connaissent les risques liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement 2) > 25% des usagers évitent au moins 2 comportements à risque	- Enquêtes - Rapport d'ONG - Rapport centre de santé	- Des moyens financiers peuvent être mobilisés pour les dispositifs d'assainissement
R.5.	Les intervenants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sont inventoriés dans les 3 zones d'intervention.	1) La cartographie des intervenants est connue pour chaque zone d'intervention du projet	- Documents de cartographie par zone	- Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres
R.6.	Les textes et lois par rapport à l'eau sont connus et respectés par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.	1) Aucun des systèmes d'eau n'est confronté à des tracasseries de l'administration ou des autorités qui appliquent des règles abusives	- Rapports des ONG - Rapports Comités de Gestion - PV Comités de Pilotage	- Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres
R.7.	Les leçons pertinentes des expériences de maîtrise d'ouvrage et de gestion communautaire sont capitalisées et disséminées par les acteurs concernés par le secteur de l'eau.	1) Cinq extraits (conférences, documents...) relatifs aux leçons du Programme 2) 75% des intervenants dans le secteur en RDC connaissent au moins 2 de ces extraits	- Documents de capitalisation - Rapports d'évaluation intermédiaire et finale - Rapports de la CAC - PV de la SMCL	- Tous les acteurs sont prêts à accepter leur rôle et respecter le rôle des autres

10.3 Check-list Efficience

L'efficience se réfère à la manière dont les ressources de l'intervention de coopération sont converties a

À remplir par le Projet

1. Données factuelles sur les indicateurs de résultats:	% de réalisation escomptée	% réel de réalisation	
Indicateurs pour le Résultat 1	100	55	
Indicateurs pour le Résultat 2	100	72	
Indicateurs pour le Résultat 3	100	55	
Indicateurs pour le Résultat 4	100	45	
Indicateurs pour le Résultat 5	100	98	
Indicateurs pour le Résultat 6	100	0	
Indicateurs pour le Résultat 7	100	0	

2. Réalisation des résultats se référant aux indicateurs.	Oui	Non
Ces indicateurs sont-ils formulés de façon 'SMART' ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tous les indicateurs font-ils l'objet d'un suivi?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Existe-t-il une base de comparaison pour chaque indicateur?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3. Données factuelles sur les activités:	La mise en oeuvre avance comme prévu	La mise en oeuvre est retardée	La mise en oeuvre a de l'avance	
pour le Résultat 1		oui		Les travaux de construction des o
pour le Résultat 2			oui	Plusieurs structures sont déjà mise
pour le Résultat 3	oui			
pour le Résultat 4		oui		Les ouvrages sanitaires sont inclus
pour le Résultat 5	oui			
pour le Résultat 6		oui		Les UG ne sont pas encore mises e
pour le Résultat 7		oui		Les systèmes d'AEP ne sont pas en

4. Les activités sont mises en oeuvre comme prévu.	Oui	Non
Il faudra plus de temps pour réaliser certaines activités	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certaines activités peuvent être mises en oeuvre dans un délai plus court	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tout délai encouru sera rattrapé avant la fin du projet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tout écart détecté influencera considérablement l'atteinte des résultats	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

5. La qualité générale des activités du projet est jugée:	
satisfaisante	<input type="checkbox"/>
suffisante	<input checked="" type="checkbox"/>
problématique	<input type="checkbox"/>

6. Les activités contribuent-elles à l'atteinte des résultats planifiés?	Oui	Non
Dans le cas contraire, expliquez pourquoi: 3 réseaux ne seront pas exécutés soit près de 107.000 personnes nor	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

7. Est-il possible de planifier les activités de manière plus optimale?	Oui	Non
Le cas échéant, expliquez de quelle manière:	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

8. Données factuelles sur les dépenses:	% du budget total	% du budget annuel	date de la dernière modif.	Explication	
pour le Résultat 1	56,56%	43,56%			
pour le Résultat 2	11,35%	2,67%			
pour le Résultat 3	1,55%	0,41%			
pour le Résultat 4	14,42%	0,36%			
pour le Résultat 5	13,02%	9,10%			
pour le Résultat 6					
pour le Résultat 7					
Budget total	96,90%	56,10%			

	Oui	Non
9. Les ressources financières sont gérées comme prévu.		
Certains coûts estimés ne suffisent pas; des ressources suppl. sont nécessaires	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Il reste d'importants moyens financiers; ceux-ci doivent être replanifiés	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Certains risques financiers ont été identifiés par rapport aux dépenses (crédits,...)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Les risques financiers détectés sont sous contrôle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les activités pourraient être mises en oeuvre avec moins de moyens financiers	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La contribution du partenaire est respectée en termes financiers	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Est-il possible de gérer les ressources financières de façon plus optimale?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, expliquez de quelle manière:		
11. Les ressources humaines sont gérées comme prévu.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le personnel du projet est au complet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le personnel du projet n'est pas stabilisé	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le personnel prévu ne suffit pas; des ressources suppl. sont nécessaires	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certains membres du personnel exécutent des tâches non conformes à leurs description de fonction	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Les activités pourraient être mises en oeuvre avec moins de moyens humains	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Il existe un équilibre femmes/hommes au sein du personnel du projet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12. Est-il possible de gérer les ressources humaines de manière plus optimale?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, expliquez de quelle manière:		
13. Les biens et les équipements sont gérés comme prévu.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'équipement a été inventorié et assuré	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
D'importantes quantités de biens ne seront pas utilisées	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Biens et équipement insuffisants; des ressources suppl. sont nécessaires	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certains équipement ou biens ne sont pas adaptés aux conditions/à une utilisation locales	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14. Est-il possible de gérer les biens et équipements de façon plus optimale?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, expliquez de quelle manière:		
15. La structure organisationnelle du projet est jugée:		
satisfaisante	<input type="checkbox"/>	
suffisante	<input checked="" type="checkbox"/>	
problématique	<input type="checkbox"/>	
17. Tout problème inattendu de planification a-t-il pu être résolu?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Le cas échéant, expliquez comment le planning a été adapté: La ligne budgétaire "Travaux C_01_02", n'a tc		
16. L'efficience du projet peut-elle être améliorée?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, expliquez de quelle manière:		

10.4 Check-list Efficacité

À remplir par le Projet		Oui	Non	NA
En ce qui concerne les indicateurs de l'objectif spécifique :				
Existe-t-il des indicateurs pour l'objectif spécifique?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les indicateurs de l'objectif spécifique sont-ils 'SMART'?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les indicateurs de l'objectif spécifique font-ils l'objet d'un suivi?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Existe-t-il une base de comparaison?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Les indicateurs de l'objectif spécifique sont-ils atteints?	% de réalisation escomptée	% réel de réalisation	différence*	
Indicateur 1	100	100	0	
Indicateur 2	100	100	0	
Indicateur 3	100	111	-11	
Indicateur 4	100	200	-100	
* (% de réalisation escomptée - % réel de réalisation)				
3. L'objectif spécifique sera-t-il réalisé uniquement grâce aux résultats atteints?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Les résultats s'assortissent-ils d'effets secondaires?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Y a-t-il des effets secondaires; influencent-ils l'objectif spécifique?		<input checked="" type="checkbox"/>		
<input checked="" type="checkbox"/> de manière positive		<input type="checkbox"/> de manière négative		
Il y a la création de l'emploi chez les ASUREP				
5. Des facteurs extérieurs influencent-ils l'objectif spécifique?		<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/> de manière positive		<input checked="" type="checkbox"/> de manière négative		
L'entrepreneur nous cause de retard dans l'exécution des travaux de construction,				
6. Quelles sont les caractéristiques des bénéficiaires impliqués dans le projet?				
pauvres, mieux nantis, hommes, femmes, ... expliquez: Les hommes et femmes de milieux ruraux n'ont pas dans beaucoup de cas de moyens de vivre suffisants				
7. Les groupes qui bénéficie(ro)nt de l'objectif spécifique sont:				
intentionnels, non intentionnels,... expliquez: intentionnels, parceque le				
8. Les bénéficiaires ont-ils accès aux résultats fournis par le projet?		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans le cas contraire, expliquez pourquoi (pour les résultats en question): pour le R1 lesz systèmes ne sont				
9. Les bénéficiaires utilisent-ils les résultats fournis par le projet?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans le cas contraire, expliquez pourquoi (pour les résultats en question):				
10. Les bénéficiaires sont-ils satisfaits des résultats fournis par le projet?		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans le cas contraire, expliquez pourquoi: A Idjwi, les sources ont de très faibles débits, ce qui limite le BEP à poser des conduites de gros diamètres et par conséquent				
11. L'exécution du projet répond-elle:				
- aux problèmes des bénéficiaires		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- aux priorités des bénéficiaires		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12. Les solutions proposées résolvent-elles les problèmes des bénéficiaires?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enseignements tirés	Travailler avec les membres des ASUREP formés réduit non seulement les coûts des réseaux mais aussi les aide à s'appropriier du projet; L'exécution de plusieurs réseaux			

10.5 Check-list Durabilité

La durabilité se réfère à la probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention de coopération au développement après le retrait de l'aide du donateur.

À remplir par le Projet		Oui	Non	NA
1. L'instance partenaire participe-t-elle de manière active à:				
	rapportage	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	prise de décisions	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	planning des activités	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	gestion financière	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	mise en oeuvre du projet	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	monitoring et évaluation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	gestion des ressources humaines	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	gestion des ressources matérielles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Des ressources et capacités sont-elles mises à disposition pour préserver et reproduire les résultats?				
	Ressources humaines	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Ressources financières	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Équipement	<input checked="" type="checkbox"/>		
3. L'instance partenaire prend-elle les dispositions requises pour reprendre le projet?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Existe-t-il un plan d'intégration du projet dans l'instance partenaire?		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, expliquez. Le plan d'intégration n'existe pas, mais il sera élaboré en concertation				
5. Le projet assure-t-il une formation institutionnelle aux instances partenaires?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Le personnel formé reste-t-il en place?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Le projet renforce-t-il les capacités des organisations en ce qui concerne?				
	Gestion de systèmes	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Gestion des processus	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Transfert de connaissances	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Networking	<input checked="" type="checkbox"/>		
8. Le projet veille-t-il au renforcement nécessaire des capacités des individus en ce qui concerne?				
	Transfert de connaissances	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Échange d'expériences	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Échange de valeurs	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Empowerment	<input checked="" type="checkbox"/>		
	Networking	<input checked="" type="checkbox"/>		

9. Le projet est-il appuyé par les instances locales suivantes?				
		Instances politiques	<input checked="" type="checkbox"/>	
		Instances partenaires	<input checked="" type="checkbox"/>	
		Instances de la société civile	<input checked="" type="checkbox"/>	
		Instances culturelles (religieuses, ethniques, traditionnelles,...)	<input checked="" type="checkbox"/>	
10. Les modalités d'aide renforcent-elles la durabilité?				
			<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
11. Les modalités d'exécution renforcent-elles la durabilité?				
			<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
12. Le projet contribue-t-il à la durabilité dans les dimensions suivantes?				
		Politique	<input checked="" type="checkbox"/>	
		Sociale	<input checked="" type="checkbox"/>	
		Institutionnelle	<input checked="" type="checkbox"/>	
		Organisationnelle	<input checked="" type="checkbox"/>	
		Culturelle	<input checked="" type="checkbox"/>	
		Économique	<input checked="" type="checkbox"/>	
		Technique	<input checked="" type="checkbox"/>	
13. Le projet est-il assorti de conditions posées par le donateur?				
			<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
		Le cas échéant, ces conditions sont-elles déduites des stratégies	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
14. Le projet respecte-t-il le principe de l'aide déliée?				
			<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
15. L'instance partenaire respecte-t-elle sa contribution?				
			<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Remarques	Associer les ASUREP au projet contribue énormément à sa réussite et à sa bonne gestion.			